Critique Communiste

revue mensuelle
de la
Ligue Communiste Révolutionnaire
(section française de la IVe Internationale)

n°51

avril 86 / 14 f

Sommaire

Après le 16 mars : UNE NOUVELLE DONNE

•

Edmond Maire fait ses adieux à la classe ouvrière

•

Dossier

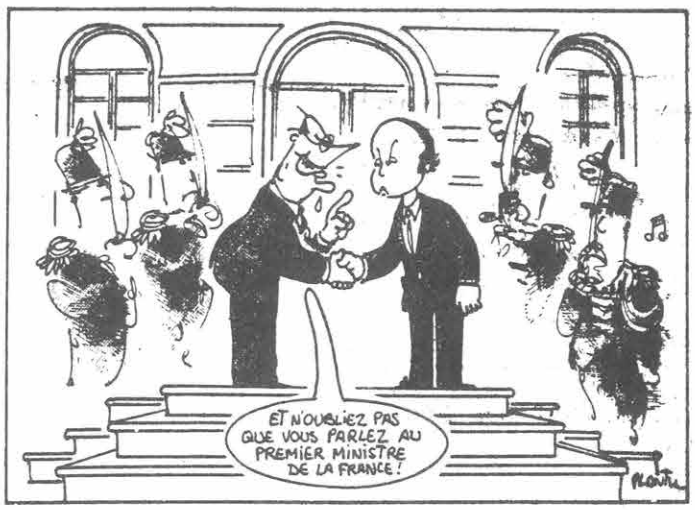
LA CRISE MEXICAINE ET SES ENJEUX

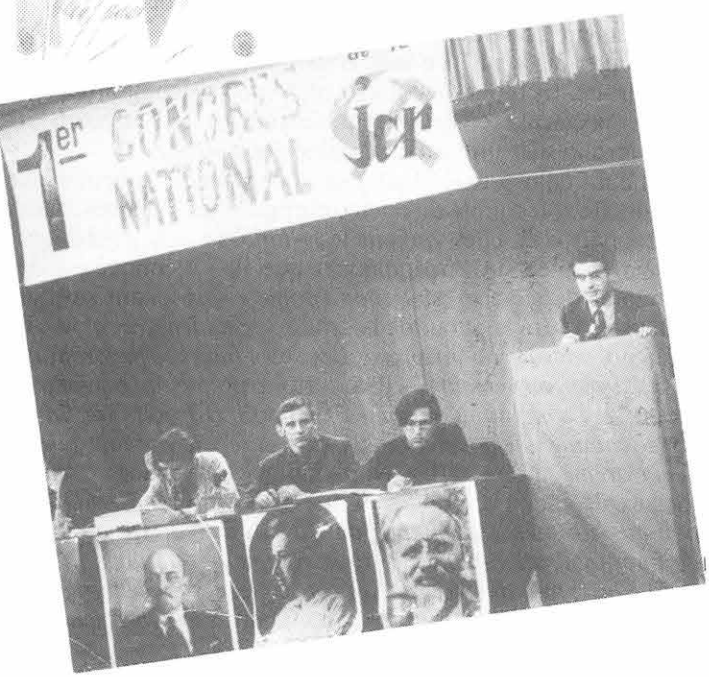
•

Il y a vingt ans, la JCR

•

La vie exemplaire de Milena Jesenska





Ce numéro d'avril s'ouvre, bien sûr, sur une analyse des résultats des élections du 16 mars. Il s'agit d'une première approche, à chaud, de la nouvelle situation dans laquelle nous sommes entrés. *Critique communiste* reviendra sur la question, notamment à travers le débat politique avec d'autres courants, afin de confronter les analyses et approfondir notre compréhension des phénomènes à l'œuvre.

Une leçon immédiate, décisive, de cette première approche : pas question d'accepter ne serait-ce qu'un millième de cohabitation !

La logique de celle-ci, nous l'abordons, sous un autre angle, avec l'article consacré aux dernières frasques d'Edmond Maire. L'évolution – plus exactement la dérive – de la direction de la CFDT n'est pas un des éléments les moins inquiétants de la situation.

Ne pas cohabiter, c'est aussi ne pas céder à la myopie politique. L'étude de Maxime Durand sur le Mexique permet de prendre du champ. Tremblement de terre, endettement, turbulences pétrolières et prochaine coupe du monde de football : le Mexique occupe la une de l'actualité mondiale. Raison de plus pour s'arrêter sur le « cas mexicain », sérieusement, et étudier les mécanismes capitalistes générateurs de crise et de misère... Ce même capitalisme dont on voudrait nous faire croire que, vu d'ici, il n'est pas si mauvais qu'on le dit. Il vaut la peine d'y regarder depuis là-bas.

Prendre du champ, c'est aussi revenir sur l'Histoire et notre histoire. Ce que fait Antoine Artous, dans un article sur le vingtième anniversaire de la création de la JCR. Ce que fait aussi Michel Lequenne dans l'article qu'il consacre au beau livre et à la belle personnalité de Milena Jesenska.

Ces échappées-là ne sont pas des détours, elles nous ramènent à l'essentiel : le combat qui est le nôtre.

Après le 16 mars 1986 : une nouvelle donne

Francis SITEL

DEPUIS le 16 mars 20 heures, la France vit dans un climat politique déconcertant, quasi surréaliste. On aura vu à la télévision les vaincus socialistes arborer une mine réjouie. Tandis que les vainqueurs ne pouvaient dissimuler leur air sinistre, avant de mimer avec talent, en un saisissant flash-back, les mœurs et les ballets de la IV[e] République.

Ainsi va la cohabitation...

Mitterrand, le vieil adversaire du Général, représentant de l'Union de la gauche durant deux décennies, *nommant* Chirac, président du RPR, Premier ministre ! Quel symbole de la situation paradoxale dans laquelle nous sommes entrés : la droite va appliquer son programme, elle l'a dit, tout en cohabitant avec Mitterrand, toujours hôte de l'Elysée d'où il peut, à tout moment, décréter la dissolution de l'Assemblée... Beaucoup d'imprévisible donc !

Certains commentateurs avertis, de gauche en général, cherchent pour leur part à se rassurer.

André Fontaine, dans *le Monde*, appelle les uns et les autres à *« travailler ensemble* [1] *»*... pour l'intérêt national ! Jean Daniel, dans *le Nouvel Observateur*, se félicite d'une *« révolution des mentalités à la base qui a conduit au tournant historique de la cohabitation au sommet* [2] *»*. Il ne s'inquiète que du *« choc des tempéraments et des conceptions »* qu'il craint faire tout éclater.

Quant à Serge July, de *Libération*, adepte fraîchement converti du « génie baroque » de Mitterrand, il se complaît dans la contemplation de la symétrie qui équilibre, aux deux pôles opposés, le Parti communiste et le Front national. *« Dans ces conditions*, écrit-il, *il est probable que de manière tout à fait imprévisible, Mitterrand aura rendu un service inestimable à la coalition RPR-UDF, celui de la contraindre à s'émanciper de son hypothèque extrémiste, autoritaire et passablement xénophobe. Il est symptomatique que ce soit le même président, durant le même mandat, qui ait simultanément réussi à libérer le Parti socialiste de sa tutelle communiste. Cette double émancipation est en cours : c'est d'ores et déjà un événement capital dans l'histoire politique de la société française* [3]*. »*

Il faut beaucoup de myopie et de perversité pour percevoir comme une harmonieuse symétrie du système ce qui en manifeste le déséquilibre. Derrière la brouillonne valse des cohabitants, les deux faits majeurs de ces élections sont bien la consolidation du Front national et la confirmation du déclin du PCF. Or, loin d'être des épiphénomènes, qui conforteraient la thèse d'un recentrage général de la vie politique, ils sont les révélateurs de ses contradictions, des évolutions brusques qu'elle peut connaître et des graves menaces dont elle est porteuse.

Ces élections, malgré le caractère assez prévisible des résultats, recèlent beaucoup d'éléments déconcertants. A commencer par celui des effets contradictoires du nouveau mode de scrutin. *« Le paradoxe*, expliquait Jean-Luc Parodi, *tient au fait que malgré le principe proportionnel, nous allons avoir affaire à l'une des élections les plus bipolaires que nous ayons connues sous la V[e] République* [4]*. »* Pronostic confirmé !

Sous la pression formidable des moyens mis en œuvre par les grandes forces et sous l'effet de l'appauvrissement du débat politique, les enjeux se sont trouvés strictement réduits à la seule question du maintien ou non du PS au pouvoir, versus droite, du retour en force ou non de la droite, versus PS. D'où, globalement, la réduction à un duel PS/RPR-UDF : une sorte de second tour d'emblée.

Mais il convient, dans l'analyse des résultats, de décomposer ce qui ressort de l'affrontement global gauche/droite et les effets, différents, du scrutin au sein de chacune des coalitions.

La tendance de fond : un glissement à droite

La satisfaction injurieuse des leaders socialistes au soir du 16 mars restera, peut-être, comme un des grands lapsus révélateurs de ces élections. Tellement contents d'avoir renchéri sur les sondages et dépassé les 30 %, ils n'ont pas compris que leur joie était une insulte à leurs électeurs, cyniquement trompés lorsqu'ils ont été entretenus dans l'idée que donner 30 % au PS c'était le moyen d'empêcher le retour de la droite. Ils n'ont pas vu non plus que leur comportement signait spectaculairement une inquiétante légèreté au moment où se manifestait un brutal basculement à droite.

Il aura fallu près de huit jours pour que la direction du PS, lors de son comité directeur, corrige le tir. Poperen, dans son rapport, a en effet souligné les *« limites »* et la *« fragilité »* de la remontée du PS, indiquant que la « reconquête » de l'électorat de gauche est *« conditionnelle »*, résultant surtout d'un vote contre le retour de la droite. *« En bien des cas*, a-t-il souligné, *ce vote est un sursis. Les votes futurs dépendront de la suite des événements. »* Il a surtout pointé la poussée à droite : *« La domination du RPR sur l'UDF doit être interprétée comme une poussée de la droite dure, qui s'ajoute à celle de l'extrême droite. »* Il a enfin indiqué les soubassements sociaux de cette évolution : *« La crise a creusé la diversification au sein même du monde du travail, créé de vastes zones de marginalisation, ébranlé, voire rompu ce que nous avions appelé le "Front de classe". Les conséquences de cette rupture d'équilibre de la société française sont graves et pourraient être de longue portée* [5]*. »*

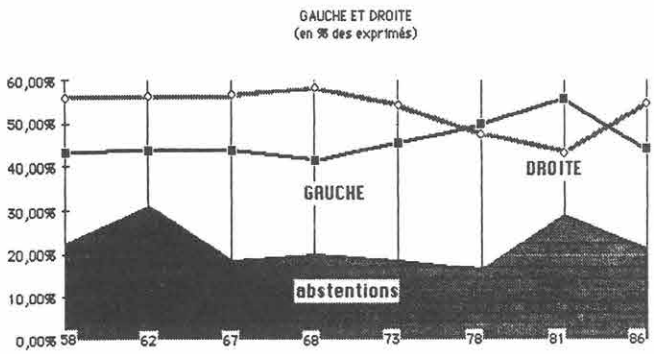


Tableau 1

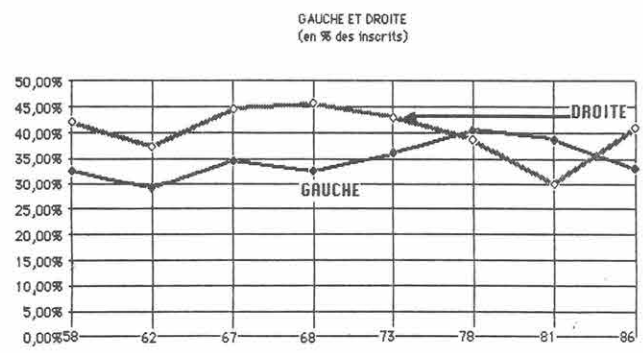


Tableau 2

Les courbes, aussi bien celles par rapport aux inscrits que celles par rapport aux exprimés, font bien apparaître l'évolution générale du rapport de forces gauche/droite de 1958 à 1986.

Jusqu'en 1967, les deux courbes sont *grosso modo* parallèles. Les élections exceptionnelles de 1968 ne font que « tirer » l'écart habituel. Après 1968, on constate l'irrésistible ascension de la gauche sous le signe de l'union et du Programme commun de gouvernement, et la non moins implacable descente de la droite. Mouvement qui, malgré la rupture de l'UG consommée en 1978 (paradoxal point de croisement des courbes !) se prolonge jusqu'en 1981. L'inflexion des courbes va se produire après 1981.

En 1986, l'écart gauche/droite est assez précisément l'inverse de ce qu'il était en 1978 : 15 millions de voix pour la droite, contre 13 millions en 1978, 12,7 millions de voix pour la gauche, contre 15 millions en 1978...

En ce qui concerne les abstentions, les pointes de 1962 et 1981 relèvent de contextes particuliers : dans les deux cas, les élections apparaissent jouées... En 1981, à l'évidence, cette abstention est essentiellement le fait d'électeurs de droite qui, par dépit ou souci de ne pas faire obstacle à la nouvelle majorité dégagée par l'élection présidentielle, ne se mobilisent pas. Si l'on met entre parenthèses ces deux situations exceptionnelles, l'abstention de 1986 (de gauche cette fois) est très élevée, du niveau de celle de 1958.

Même si une telle analyse n'est pas totalement à l'unisson des sentiments de la direction du PS dans son ensemble, elle ramène à une plus juste mesure de la situation que la jubilation socialiste du 16 mars au soir.

Le rapport de forces gauche/droite

Le rapport de forces gauche/droite s'établit *grosso modo* dans une fourchette 45/55, en pourcentages des voix exprimées, en défaveur de la gauche. On peut donc, à juste titre, souligner qu'il ne s'agit pas d'un raz de marée, d'une inversion complète par rapport à la « vague rose » de 1981. Ce qui explique que, en fonction de la nouvelle loi électorale et compte tenu de la force du Front national, la coalition RPR-UDF n'obtient que de justesse la majorité en sièges. D'où sa déception, et aussi ses inquiétudes pour la suite.

N'empêche que si la droite ne fait pas mieux qu'en 1958, la gauche fait aussi mal qu'en 1968 ! Cette mise en perspective permet de lever les faux-semblants et d'apprécier politiquement le sens de ces élections pour la gauche. Il s'agit de la sanction de la politique menée au gouvernement par le PS et le PCF à partir de 1981. Cette épreuve a défait la lente accumulation des forces opérée à partir du début des années soixante autour de l'unité de la gauche et a désagrégé la poussée d'espoir qui avait rendu possible la victoire de 1981.

Les élections intermédiaires et les sondages d'opinion permettent de voir que le retournement s'est opéré au cours des années 1982-1983-1984, lorsque la gauche gouvernementale est apparue incapable de tenir ses engagements, impuissante face à la crise et empêtrée dans ses divisions et manœuvres... La direction du PCF s'est lourdement trompée lorsqu'elle a cru qu'il lui suffisait de quitter le gouvernement pour se dédouaner de ce bilan. Et le PS s'est illusionné s'il a cru que le langage de la compétence et l'épouvantail du retour de la droite seraient suffisants pour lui permettre d'inverser la dynamique engagée.

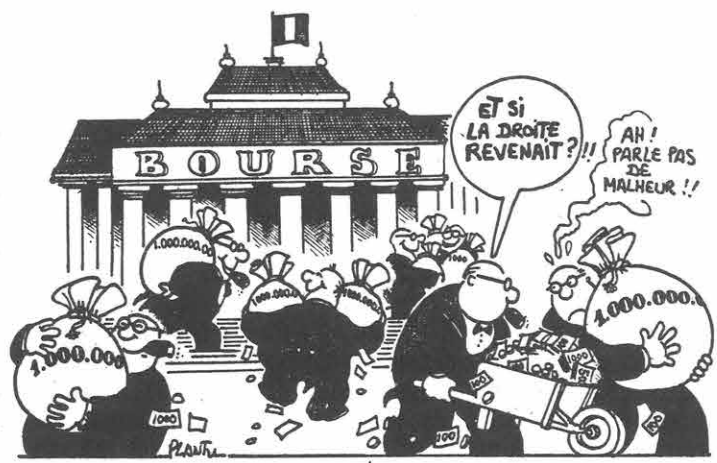
Le mal était trop profond pour être enrayé par une campagne tapageuse et quelques bons indices économiques de dernière heure. Que valent la baisse de l'inflation et l'amélioration de la balance commerciale au regard de la grave dégradation du rapport de forces au cours des dernières années ? La gauche, malgré ses promesses, s'est montrée incapable de s'attaquer aux effets de la crise sur les travailleurs : le chômage s'est aggravé, les conditions de travail se sont détériorées... Pire : cette même gauche est apparue directement responsable des coups les plus durs : le démantèlement de l'indexation des salaires, la diminution des allocations chômage, le développement du temps partiel et de la flexibilité... Elle, qui s'était engagée à vaincre le chômage, s'est vue accusée par la droite d'avoir réintroduit la pauvreté ! Tandis qu'au nom de la gestion de la crise elle s'évertuait à démolir toute perspective de changement social, elle a légitimé l'austérité qui, jusque-là, était l'apanage de la droite et a diffusé une idéologie de capitulation face au néo-libéralisme.

De tels dégâts ne sont pas réparables. Ils sont directement à l'origine des résultats du 16 mars.

Une radicalisation à droite

Les brumes de la cohabitation et la modération obligée à laquelle elle contraint provisoirement la droite ne doivent pas masquer ce qu'est le profil de cette dernière, qui vient de gagner et d'accéder au gouvernement.

Aux yeux de son électorat, ses atouts ne sont pas ceux,



traditionnels, de la peur des communistes (marginalisés par Mitterrand) ni de la « compétence économique » (le gouvernement socialiste a donné tous les gages possibles en la matière). Ils relèvent pour beaucoup de la volonté de revanche, du conservatisme obtus et du néo-libéralisme sans fard. Des différences importantes existent entre ses différentes composantes, mais elles sont loin d'être perceptibles pour une bonne partie de ses électeurs.

Barre s'est bien gardé de se démarquer clairement de la plate-forme RPR-UDF; Le revers électoral qu'il a subi s'explique surtout par le fait qu'il est apparu comme « divisant » la droite sur la question de la cohabitation et compromettant ses chances de succès écrasant. Quant à la coalition RPR-UDF, si elle a subi des effritements, c'est sans doute qu'en faisant, non sans difficultés, le choix de la cohabitation, elle est apparue à une partie de son électorat comme timorée et peu ferme sur ses « principes ».

Cela permet de penser que les graves problèmes que connaissent les états-majors de droite, loin de rejeter une partie de leur électorat vers le PS, tendent à radicaliser celui à droite. D'où le piège redoutable que représente le Front national.

Ceux qui aspirent à des explications rassurantes aiment

à parler de « droite extrême » plutôt que d'extrême droite. Ils soulignent que le Front national ne fait que surenchérir sur le libéralisme partagé par l'ensemble de la droite et qu'il s'inscrit aujourd'hui dans une stricte logique de représentation parlementaire. Ce sont bien là deux démarcations fondamentales par rapport à un parti fasciste. Encore faut-il ajouter que, dans ces conditions, le Front national n'a sans doute pas encore recueilli tous les fruits de la fièvre extrémiste qu'il cristallise. En pointe en matière de racisme et de psychose sécuritaire – thèmes électoraux ô combien porteurs ! – il attend au coin du bois la coalition RPR-UDF sur l'intégralité de son programme économique et social. Lorsque toute modération peut être dénoncée comme un avachissement et toute concession comme une trahison, la droite classique ne se trouve-t-elle pas condamnée ou à radicaliser son discours et sa politique ou à libérer encore davantage d'espace à un insatiable Le Pen, déjà fort de ses 10 % de voix, de ses 35 députés et de ses 137 conseillers régionaux ?

Des remodelages profonds de chacun des camps

Le « bonheur socialiste » au soir du 16 mars s'explique aisément du point de vue de sa direction. Le PS, principal responsable de la politique menée depuis 1981, loin de ployer sous le poids de la défaite-sanction, demeure le premier parti parlementaire, contrôle son recul par rapport aux scores historiques de 1981 et, fait sans précédent, représente à lui seul les trois quarts de l'électorat de gauche.

A gauche : une prédominance sans précédent du PS

Deux facteurs, conjugués, expliquent cette « divine surprise » : l'aggravation du déclin du PCF et la force du « vote utile ».

La bipolarisation a joué à plein, à gauche, en faveur du PS : si le seul enjeu était de faire obstacle au retour de la droite, beaucoup d'électeurs de gauche ont jugé que le seul moyen efficace de peser était le vote PS. La fausse proportionnelle était conçue de sorte à leur interdire de penser autrement.

La minorisation et le discrédit du PCF – qui a ses racines propres –, la minorisation et la division de l'extrême gauche, et même l'effacement des radicaux de gauche, ne pouvaient qu'accentuer ce mouvement. Ce dernier, dès lors, devait s'accélérer : tous les mécanismes mis en place par la loi et la pression de la propagande du PS tendaient à laminer les autres organisations. Un écrasement qui, décrédibilisant encore plus ces forces, donnait une force croissante à la « logique majoritaire »...

En profilant le PS comme le seul recours face à la droite, et en soulignant la logique présidentielle des enjeux – autour du slogan *« Avec le Président ! »* –, le PS a convaincu de voter socialiste la grande majorité de l'électorat de gauche, y compris une partie de l'électorat potentiel du PCF, de l'extrême gauche et des abstentionnistes de 1984.

Par contre, il n'est pas parvenu à réduire politiquement le phénomène abstentionniste de gauche qui reste très élevé. Ni à « raccrocher » l'électorat modéré qui avait voté à gauche en 1981 pour rejoindre ensuite la droite.

Souligner cette emprise du « vote utile » ne doit pas conduire à neutraliser le sens politique du vote socialiste. Même si Poperen lui-même, aujourd'hui, insiste sur le caractère *« fragile »* et *« conditionnel »* d'une partie de ces voix.

D'une part, même si le phénomène est difficilement mesurable, il existe incontestablement des électeurs qui ont rallié le vote socialiste par adhésion à sa politique. Cela

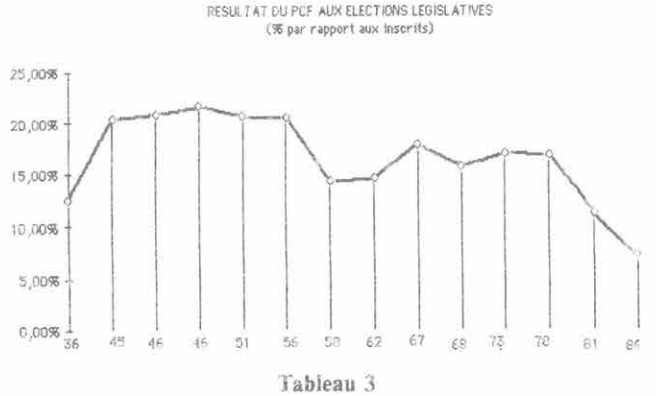


Tableau 3

Après que le PCF a culminé, depuis 1945, sur la ligne des 20 % par rapport aux inscrits, 1958 marque un décrochage brutal. Aux élections de 1958 et 1962, le PCF, qui subit durement la victoire de De Gaulle – et sans doute aussi les premières éclaboussures de l'intervention soviétique en Hongrie et les effets de la « déstalinisation » –, se trouve ramené à 14,21 % et 14,56 %. Artisan du processus d'unité de la gauche, il profite électoralement de cette politique qui lui permet de remonter à 17 % où (exception faite du recul de 1968) il se maintiendra jusqu'en 1978 (16,82 %). Ses électeurs ne lui font pas encore porter alors la responsabilité de la rupture de l'UG. En 1981, second décrochage : le PCF chute brutalement et tombe à 11,26 %... Chute qui se confirme, et s'avère vertigineuse, puisque le PCF ne recueille plus que 7,33 % des inscrits en 1986.

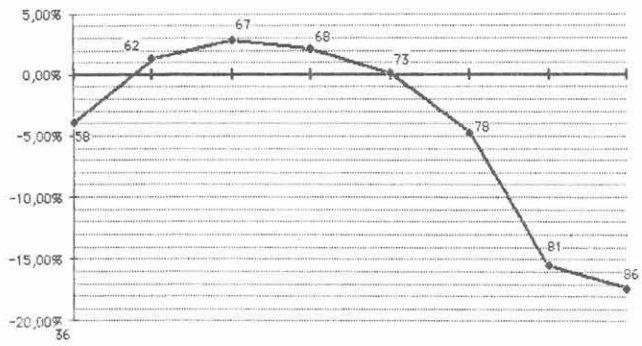


Tableau 4

La courbe visualise l'importance électorale relative du PCF par rapport à la gauche non communiste. Elle fait apparaître que le recul du PCF s'amorce en 1968 et que le retournement est opéré en 1973. Il ne fera que s'accélérer par la suite, pour connaître les gouffres de 1981 et 1986...

signifie qu'à la différence de 1981 une partie de l'électorat de gauche se reconnaît dans le discours gouvernemental du PS : le « réalisme » face à la crise, la compétence économique, la nécessaire collaboration avec le patronat, les différenciations avec la droite réduites à la défense plus vigilante des libertés, aux préoccupations davantage sociales, à un antiracisme moins hypocrite, à des conceptions culturelles moins étriquées... Les scores importants réalisés par les ministres les plus en vue, Fabius en Seine-Maritime, Hernu dans le Rhône, et à Paris, témoignent de cette réalité...

D'autre part, même le choix du « moindre mal » n'est pas politiquement insignifiant : ravaler ses rancœurs à l'égard du PS et de la politique qu'il a menée, parce qu'il apparaît comme le seul barrage face à la droite, veut aussi dire que les autres choix proposés sont jugés négativement. Cela signifie que, pour une partie de l'opinion de gauche, la politique du PS n'a pas été perçue comme une trahison ouverte. Par contre, en l'absence d'une alternative crédible et compte tenu du discrédit du PCF, les plus frappés par la crise et l'austérité n'ont pas trouvé de raison de se déplacer pour voter...

On mesure là l'aspect le plus grave, à long terme, du bilan de la politique socialiste : l'étouffement de l'idée de changement, l'acceptation de la fatalité de la crise et de ses contraintes qui conduisent certains au « réalisme », d'autres à la démobilisation et à la démoralisation.

Si la logique du « vote utile » a joué également à droite, une partie des électeurs du Front national en 1984 (entre un quart et un tiers) ralliant la coalition RPR-UDF, le phénomène n'a pas pris la même ampleur et, surtout, le vide s'est trouvé comblé par l'arrivée de nouveaux électeurs : provenant de la droite, des abstentionnistes, voire directement de l'électorat de gauche dans certaines localités.

C'est pourquoi, au-delà de la troublante parité des scores et des sièges, la fausse symétrie, entretenue par certains, entre le PCF et le FN est totalement viciée. Alors que le PCF subit une régulière et mortelle hémorragie qui, cette fois, a profité au PS, le Front national, pour sa part, apparaît comme une force montante, susceptible d'exercer une pression de plus en plus forte sur la droite classique. Surtout au moment où celle-ci, largement représentée par un personnel politique vieilli et discrédité, risque fort de s'enliser dans les marais de la cohabitation.

A droite : l'incrustation du Front national

Le Front national a, seul, profité de la pseudo-proportionnelle. Croire à présent, comme d'aucuns, que le retour au scrutin majoritaire résoudra le problème est aussi intelligent que de casser le thermomètre pour guérir la fièvre. C'est un profond glissement à droite qui, fondamentalement, a permis l'affirmation et l'autonomisation du phénomène Le Pen. Les contorsions du RPR et de l'UDF pour tenter de le contenir risquent fort d'aggraver ce glissement, sans étouffer l'extrême droite.

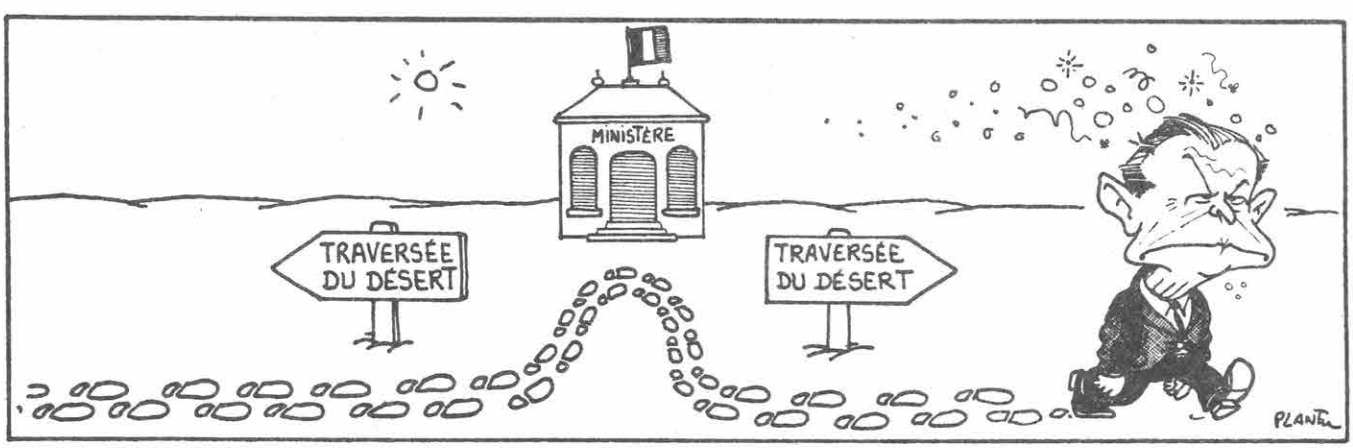
Déjouer le piège de l'alternance

Deux images des lendemains du 16 mars. Celle des éditoriaux de la presse de gauche dissertant des méandres de la cohabitation, théorisant sur « la révolution des mentalités » et le nouveau consensus politique. Celle des millions de gens qui, le 17 mars au matin, discutaient, non sans angoisse, de Le Pen.

Les commentateurs avertis des premiers soulignent la nouveauté d'un PS qui, à l'épreuve de la gestion gouvernementale, s'est décanté des espoirs dont il était porteur et a dépassé les 30 % de voix. Tel Jean Daniel, ils invitent à *« s'arrimer à la modernité »* pour ambitionner les 40 % et, sur cette base, postuler à une nouvelle alternance. C'est audacieusement conseiller des choix d'ores et déjà scellés.

Ces belles perspectives ne sont-elles pas de fragiles échafaudages appuyés sur quelques paris aléatoires ? Pari que, grâce à la diabolique habileté de Mitterrand, les prochaines élections auront lieu dans des conditions judicieusement choisies. Pari que la droite va se discréditer à l'épreuve du pouvoir et que la gauche pourra en profiter pour ressaisir les rênes.

Mais ses calculs éliminent bien des paramètres : l'approfondissement de la crise, les effets désagrégateurs du chô-



mage, la montée du racisme, le discrédit croissant et généralisé du personnel politique... Tout ce dont Le Pen engraisse !

C'est pourquoi tous ces gens inquiets qui, dans les résultats du 16 mars, voyaient d'abord l'extrême droite faisaient sans doute montre d'un instinct politique plus lucide que nos distingués éditorialistes. La perception des dangers de la situation, qui ne se résument pas au phénomène Le Pen mais sont éclairés par lui, par les premiers est plus proche de la réalité que les exercices d'exorcisme des seconds.

Car, que la droite au gouvernement se discrédite, nul s'en doute. Mais ne va-t-elle pas entraîner la gauche dans cette dégradation accrue, et un discrédit si bien partagé ne risque-t-il pas de profiter d'abord à l'extrême droite ? Pour enrayer le mouvement de glissement et de radicalisation à droite qui s'est manifesté le 16 mars, il faut autre chose qu'un grand parti social-démocrate, hégémonique à gauche, et attendant patiemment que sonne l'heure de l'alternance. Pour deux raisons. L'une, de bon sens, qui est que même avec 40 % des voix, glanées sur un PC exsangue et une extrême gauche laminée, on ne fait pas une majorité. L'autre, plus fondamentale, est qu'un parti social-démocrate ne peut ni apporter des réponses aux problèmes que vivent les travailleurs, ni leur proposer une perspective de changement. Une chose est d'appeler au « vote utile », autre chose est de défendre une politique utile. Sans l'une, l'autre, à terme, se désagrégera.

La perspective d'une vie politique réduite au face-à-face austère entre une coalition libérale-conservatrice et un rassemblement démocrate-socialiste n'est « moderne » que dans les mots. Dans les faits, elle ne peut aller que contre la démocratie et les intérêts du plus grand nombre. Les vrais choix ne portent pas sur l'une ou l'autre variante de gestion capitaliste de la crise. Ils sont entre, d'une part, l'alignement plus ou moins brutal sur les exigences capitalistes et, d'autre

Tableau 5 : résultats de l'extrême gauche aux législatives, en nombre de voix et en pourcentages.

DEPARTEMENTS	ALTERNATIVE		L.C.R		L.O		MPPT		PSU		TOTAL	
AIN	1 064	0,53%					1 416	0,70%			2 480	1,23%
ARDENNES	2 689	1,87%					1 304	0,91%			3 993	2,78%
BAS-RHIN			493	0,11%	5 237	1,20%	9 792	2,24%			15 522	3,55%
BOUCHES DU RHONE			1 527	0,19%	4 023	0,50%	1 981	0,25%			7 531	0,94%
CALVADOS			1 007	0,33%			2 486	0,83%			3 493	1,16%
DOUBS			755	0,33%	3 117	1,34%	1 072	0,46%			4 944	2,13%
ESSONNE			1 042	0,23%	4 342	0,94%	1 982	0,43%			7 366	1,59%
EURE ET LOIR			663	0,35%			1 710	0,90%			2 373	1,24%
GIRONDE			1 659	0,29%	7 210	1,25%	2 691	0,47%			11 560	2,01%
HAUTE-GARONNE			972	0,22%	2 878	0,66%	1 059	0,24%			4 909	1,12%
HAUTS DE SEINE	3 914	0,64%			4 399	0,71%	2 545	0,41%			10 858	1,76%
INDRE ET LOIRE			648	0,26%	3 777	1,51%	1 134	0,45%			5 559	2,22%
ISERE			827	0,18%	3 472	0,78%	1 563	0,35%			5 862	1,31%
LOIRET			634	0,23%	4 318	1,59%	1 641	0,61%			6 593	2,43%
LOT ET GARONNE	656	0,38%					757	0,44%			1 413	0,82%
MAINE ET LOIRE	3 400	1,03%					2 498	0,76%			5 898	1,79%
MEURTHE ET MOSELLE			1 155	0,34%	6 099	1,81%	1 583	0,47%			8 837	2,62%
MOSELLE			1 327	0,27%			3 061	0,63%			4 388	0,90%
NORD			5 817	0,47%	19 920	1,61%	7 083	0,57%	16 410	1,33%	49 230	3,98%
ORNE	501	0,32%					850	0,54%			1 351	0,86%
PARIS	2 394	0,26%			3 963	0,43%	2 539	0,28%			8 896	0,97%
PUY DE DOME			1 230	0,40%	4 047	1,32%	1 779	0,58%			7 056	2,30%
RHONE			1 162	0,18%	4 329	0,68%	7 279	1,14%			12 770	2,00%
SARTHE							3 986	1,51%			3 986	1,51%
SEINE ST DENIS	11 321	2,30%	1 222	0,25%	6 969	1,41%	2 528	0,51%			22 040	4,47%
SEINE-MARITIME			1 987	0,33%	11 480	1,93%	3 115	0,52%			16 582	2,79%
TERRITOIRE DE BELFORT	1 720	2,66%			739	1,14%	313	0,48%			2 772	4,28%
VAL DE MARNE			1 210	0,24%	3 985	0,78%	2 039	0,40%			7 234	1,41%
VOSGES	2 621	1,28%					1 522	0,75%			4 143	2,03%
YVELINES			978	0,17%	4 705	0,83%	1 783	0,31%			7 466	1,31%
TOTAL	30 280	0,92%	26 315	0,27%	109 009	1,07%	75 091	0,59%	16 410	1,33%	257 106	2,03%

part, des réponses décisives sur les questions du chômage, de l'austérité, du racisme, des rapports entre les peuples. S'il y a choix c'est entre l'enfoncement dans la crise, au profit du capital, et la sortie de celle-ci, par la rupture.

C'est en gardant cette boussole qu'il sera possible de déjouer les pièges mortels de la cohabitation, du consensus, de l'alternance... Tous termes modernes pour tenter de ravaler le vieil édifice délabré de la collaboration de classes.

Retrouver les voies de l'avenir passe, aujourd'hui, par bien des combats. Il faut résister aux attaques, repousser les illusions de l'alternance, nouveau visage de la capitulation, rassembler autour d'une vraie politique de changement, d'un authentique projet de société. La refondation de l'espoir est à ce prix.

☆ Tous les dessins de Plantu qui illustrent les articles sur les élections sont tirés du *Monde*.

1. *Le Monde*, 18 mars 1986.
2. *Le Nouvel Observateur*, 21-27 mars 1986.
3. *Libération*, 18 mars 1986.
4. Jean-Luc Parodi, « Les six spécificités institutionnelles de mars 1986 », *in* compte rendu de l'Association des réalités institutionnelles et politiques : « Les enjeux institutionnels et politiques de mars 1986 », journées d'étude 31 janvier-1er février 1986.
5. *In le Monde*, 23-24 mars 1986.

PCF : La spirale du déclin

LA direction du PCF n'a pas atteint le modeste objectif qui était le sien : garder la tête au-dessus des 10 %. Avec 2 740 972 voix, soit 9,78 % des exprimés, le PCF vient de passer en dessous de la barre fatidique : c'est pour lui une défaite majeure. On peut accumuler les références symboliques : un tel résultat ramène le PC à son score des législatives de 1932 ! C'est un score équivalent à celui de Le Pen qui récolte le même nombre de députés.

Le choc politique est terrible !

Il signifie d'abord une confirmation : celle du déclin du PCF, que tous les indicateurs enregistrent depuis plusieurs années. Entre 1978 et 1981, le PCF a perdu le quart de son électorat ; entre 1978 et 1986, il en perd plus de la moitié. Or, cet effondrement électoral manifeste spectaculairement un recul général : baisse parallèle dans les élections locales, recul accentué dans les couches les plus jeunes de la population, discrédit politique croissant, chute des effectifs et du militantisme, recul de la CGT... Ce qui, il y a encore quelques années, pouvait apparaître comme une perfidie anticommuniste – *« le déclin du PCF »* – s'érige en constat scientifique, démontrable et quantifiable*.

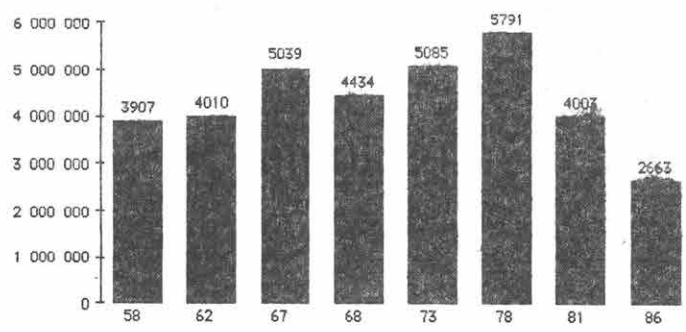
En outre, l'échec essuyé sur le seuil des 10 % constitue une anticipation par rapport à l'avenir. Sur deux questions. Alors qu'en 1981 le recul du PCF était à peu près uniforme dans le pays, depuis 1984 il est exactement proportionnel au degré d'implantation. Ce qui signifie que la représentativité du PCF en tant que force nationale est gravement mise en question. C'est une évolution qui pèsera lourd dans la balance lorsqu'il lui faudra affronter de nouvelles élections générales, à commencer par la redoutable future élection présidentielle.

D'autre part, les municipalités communistes, ces points d'ancrage qui constituent comme autant de freins à un recul plus brutal, sont aujourd'hui menacées. Partout affaibli, souvent dépassé par le PS, le PC voit ses bastions traditionnels menacés d'effondrement. Or, compte tenu du poids que ceux-ci représentent pour le parti lui-même, une telle perspective, si elle se confirmait lors des prochaines élections locales, signifierait une véritable catastrophe pour le PCF.

On comprend, dans ces conditions, que les militants communistes attachés à leur parti ne sauraient être ni trop pessimistes ni trop angoissés. La crise interne qui se développe – ou, plus exactement, la nouvelle phase de cette crise – sera-t-elle à la mesure de cette situation ? Telle est bien la question.

Il est clair aujourd'hui que dans les rangs du PCF, et hors d'eux, le discrédit de la direction est total. A la mesure de ses responsabilités. N'est-ce pas cette même direction qui, en dix-huit

RESULTAT DU PCF AUX ELECTIONS LEGISLATIVES
(en dizaines de milliers de voix))



ans, a expérimenté tous les zigzags possibles, pour toujours agir à contretemps et toujours s'opposer au mouvement des masses ? En combattant en 1968 la grève générale, au nom de la voie électorale, en contrecarrant au long des années soixante-dix les luttes, au nom de la perspective du Programme commun, pour, en 1978, briser la possible victoire électorale en rompant l'Union de la gauche. En combattant, de 1978 à 1981, le PS, pour ensuite gouverner avec lui et clamer que le bilan était plus positif que celui du Front populaire et de la Libération. Pour, à partir de 1984, relancer la division, sans proposer la moindre perspective... Au long de ces années, elle a réaffiché agressivement son alignement sur Moscou, s'est gardée de mettre en avant la moindre perspective de mobilisation unitaire face aux attaques capitalistes, n'a participé à aucune action pour combattre la montée de Le Pen, s'est gravement compromise à Vitry au moment où la lame de fond du racisme commençait à déferler... Terrible bilan !

Pourtant, il ne suffira pas aux éléments critiques du PCF de dresser ce réquisitoire pour dénouer la crise. La direction dispose des moyens bureaucratiques de juguler la révolte au prix d'une nouvelle saignée, d'un nouveau coup porté au communisme. C'est en ce sens que la contestation interne, pour forte qu'elle soit, risque une nouvelle fois de rester une manifestation de la crise du PCF et non un élément de dépassement de celle-ci.

Il ne saurait y avoir de réponse en positif hors d'une perspective plus vaste : non pas la tentative de surmonter la crise du PCF en tant que telle, mais la redéfinition d'une politique communiste. Ce qui suppose de trancher le nœud gordien : le « communisme » représenté par le PCF et sa direction c'est la mort du communisme. Ce réformisme ectoplasmique, qui hésite entre les « nouveaux critères de gestion » et le modèle soviétique, ces oscillations permanentes entre l'opportunisme unitariste et la division sectaire, cet alignement servile sur Moscou, ce fonctionnement interne bureaucratisé... Tout cela ne peut que conduire les travailleurs dans une impasse, les éloigner du marxisme et les priver de toute perspective historique.

Si les vrais communistes ne veulent pas voir leur idéal emporté dans la lente agonie d'une direction faillie, et englouti à jamais, il leur faudra refonder totalement le communisme de notre temps. Tâche immense !

***Cf. Jean Ranger : « Le déclin du Parti communiste français », in *Revue française de science politique*, février 1986.**

Le Front national : l'incrustation

REPRESENTANT 10 % de l'électorat, doté de 35 députés et de 137 conseillers régionaux, le Front national s'affirme comme la quatrième force politique du pays, à égalité avec le PCF. C'est lors des élections municipales de 1983, dans quelques villes, qu'a émergé le phénomène Le Pen, confirmé aux européennes de 1984 lorsque sa liste recueille 11,06 % des voix.

Les législatives de 1986 prennent figure d'épreuve de vérité. C'est la première fois que le Front national aborde des élections générales ayant un enjeu de pouvoir central. Or, il affrontait ces élections affaibli : soumis aux multiples dénonciations de racisme et de démagogie, entaché de scandales nauséabonds et miné par ses rivalités internes. Résisterait-il, dans ces conditions, à la pression du vote majoritaire au sein de l'électorat de droite ? Prudents, les instituts de sondages n'osaient pronostiquer un recul net et lui accordaient entre 6 et 8 % des voix.

Le Pen a franchi l'obstacle. Il entre en force à l'Assemblée nationale. C'est l'un des faits fondamentaux de ces élections.

Dès lors, la question n'est plus de savoir s'il est possible de contenir et réduire le phénomène Le Pen, mais ce que sera son évolution : va-t-il s'installer dans le jeu parlementaire comme parti extrémiste ou suivre une dynamique de plus en plus ouvertement fasciste ?

Il est clair que le Front national et Le Pen se nourrissent de ces deux traditions de l'extrême droite française : l'activisme extra-parlementaire, ne reculant pas devant le recours à la violence et le combat contre la démocratie, d'une part, la démagogie populiste et raciste, ne rechignant pas au partage des postes et prébendes parlementaires, d'autre part.

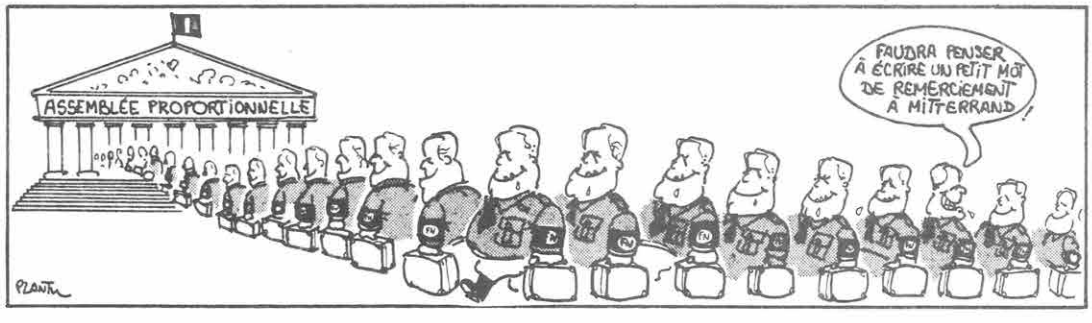
C'est incontestablement la seconde carte que joue Le Pen aujourd'hui. L'image de marque de parti « qui dit tout haut ce que les Français pensent tout bas », les notables traditionnels mis sous les feux de la rampe visent à permettre au Front national d'occuper la totalité de l'espace libéré à droite de la droite par la montée d'un racisme et d'une volonté d'ordre moral que RPR et UDF ne peuvent intégralement capter sous peine de se déstabiliser.

Le Pen peut donc profiter d'un contexte qui lui permet de capitaliser les fruits de ses ambiguïtés : plus radical que la droite, sans tomber dans l'activisme, il polarise les voix de l'extrême droite traditionnelle et attire à lui, dans les milieux populaires, les désespérés de la crise qui succombent au racisme et à la démagogie la plus sordide. Il est symptomatique que le Front national fasse ses meilleurs scores dans les milieux les plus opposés : les beaux quartiers des grandes villes et les banlieues populaires...

Mais, avant que l'Histoire n'oblige à trancher, n'est-ce pas là le propre du fascisme que de jouer sur de telles ambiguïtés ? Quelles que soient les évolutions ultérieures, qui dépendront sans doute moins des choix personnels de Le Pen que des radicalisations générées par la crise, une chose est sûre : le Front national, installé dans la vie politique française, constitue un redoutable facteur de radicalisation à la droite de celle-ci. Ses thèmes centraux — ceux du racisme anti-immigrés, de l'aspiration à l'ordre répressif — irradient, à partir de lui, l'ensemble du corps social et pressionnent la droite classique.

Fabius s'était cru autorisé à dire que Le Pen apporte de fausses réponses à de vraies questions. C'est plutôt l'inverse. Il donne à de fausses questions, une « vraie réponse » : le renoncement à la liberté et à la pensée.

Il n'y aura pas, désormais, de refondation d'une force progressiste qui n'inclue dans son action et son programme le combat contre cette réponse-là et ses relents de barbarie.



L'extrême gauche : une conduite d'échec

A gauche de la gauche, les forces non compromises dans la politique du PS et du PCF affrontaient ces élections dans les pires conditions : alors que l'absence de mobilisations importantes au cours des cinq dernières années les a empêchées d'apparaître aux yeux de la masse des travailleurs comme clairement démarquées de la gauche officielle et porteuses d'une politique alternative, elles se trouvaient confrontées à un mode de scrutin particulièrement redoutable. Cette prétendue proportionnelle, par sa « surface » (le département) et sa logique implacable de tour unique, ne pouvait que les laminer. Les résultats sont là : l'électorat d'extrême gauche, bien réel, ne s'est maintenu que dans de très étroites limites.

Le pire est moins dans ces scores que dans l'image que l'extrême gauche a donnée d'elle-même : celle d'une division caricaturale et incompréhensible. C'était faire de petitesse médiocrité !

Les divisions de ces organisations ont des racines politiques qui interdisent de prétendre les surmonter, comme par miracle, à l'occasion d'élections. Mais comment ne pas comprendre que le seul thème électoral qui allait passer à une échelle de masse, celui du vote contre la droite sans cautionner la gauche réformiste, était commun à toutes les composantes à gauche de la gauche ? Ce qui voulait dire que toute division serait perçue comme incompréhensible et décrédibiliserait l'ensemble de l'extrême gauche.

A l'inverse, il était envisageable de constituer une coalition électorale sur une base commune. Ce type d'appel au vote aurait été étayé par quelques propositions positives concentrant les grandes questions de l'heure : la mobilisation contre l'austérité et le chômage, l'égalité des droits, la lutte contre le militarisme, la solidarité internationale. Etant entendu qu'un tel accord aurait laissé à chaque composante toute liberté pour défendre ses propres propositions et positions.

C'est en faveur d'une telle perspective que la LCR n'a pas ménagé ses efforts. Elle a essuyé un échec.

Le PCI-MPPT a pensé, avec ses 90 listes, dégager un espace propre, sur le thème de la démocratie. LO a décidé de faire cavalier seul. Forte d'un électorat fidélisé de longue date et de ses capacités à mener une campagne efficace, LO a voulu faire la démonstration qu'elle pouvait faire mieux que la LCR et les « regroupements alternatifs ». Le PSU, le PAC et la FGA, obnubilés à des titres divers par la perspective d'une convergence avec les Verts, ont recherché jusqu'au bout une telle possibilité, qui les a empêchés d'avoir une politique nationale homogène, ce qui ne pouvait aller sans conséquences négatives quant à l'impact des quelques listes alternatives finalement mises sur pied. Quant aux Verts, soucieux de tirer pour eux seuls les bénéfices de l'existence d'un électorat écologiste, ils ont vaillamment refusé toute alliance avec des forces marquées extrême gauche.

Le bilan global n'est pas glorieux. L'affirmation sous le sigle MPPT d'un « parti indépendant », non marqué extrême gauche, a fait long feu, ses scores de 0,5 % en moyenne sont même en recul par rapport aux résultats obtenus lors des européennes. LO fait sans doute les meilleurs scores à gauche de la gauche, mais elle connaît un tassement important. Et que vaut une telle démonstration, qui ne peut être mesurée qu'à l'aune du sectarisme, au regard des enjeux de la situation ? Les Verts voient l'électorat espéré s'effondrer et le rêve d'accéder au Parlement se briser. Les listes LCR et les listes « alternatives » font des scores très faibles. L'absence d'électorat un tant soit peu stabilisé et la pression du vote « efficace » ont empêché que le pouvoir de conviction de ces listes débordent réellement des franges sympathisantes des organisations concernées ou des collectifs unitaires lorsqu'ils existent.

Pourtant le bilan politique ne se réduit pas aux seuls scores obtenus. Même limitées dans leur impact électoral, ces listes ont permis de mener une bataille, de faire passer des explications politiques indispensables. Elles ont aussi témoigné qu'une autre politique que celle du PS et du PCF pouvait être défendue et que, sur cette base, il est possible d'initier une démarche unitaire.

Reste que le résultat global est mauvais. Au moment où les travailleurs tiraient le bilan de la gauche, à gauche de celle-ci pas grand-chose ne leur a permis d'espérer la possibilité d'une alternative. Cet échec risque de peser lourd à l'avenir. Alors que de graves menaces se précisent, que le mouvement ouvrier est traversé par une crise sans précédent, l'extrême gauche, si elle veut peser, devra se transformer radicalement.

Pour se porter à la hauteur des défis qui sont devant nous, il lui faudra renoncer à l'horizon borné des préoccupations boutiquières et mesquines, être capable, sans sectarisme, d'offrir des perspectives de mobilisation et de réarmement politique à tous les travailleurs à la recherche d'une issue.

Résultats des listes d'extrême gauche aux régionales

Département	Alt.	LO	=
Allier	2,73		2,73
Bas-Rhin		1,50	1,50
Bouches-du-Rhône		0,72	
Charente		2,72	2,72
Cher		1,77	1,77
Côte-d'Or		1,87	1,87
Côtes-du-Nord	* 2,39	2,11	4,50
Dordogne	* 1,77		1,77
Doubs		1,73	1,73
Essonne		1,23	1,23
Finistère	1,97		
Gironde		1,72	1,72
Haute-Garonne		0,81	0,81
Haute-Vienne		1,79	1,79
Hauts-de-Seine	* 1,50		1,50
Hérault	* 1,07		1,07
Ille-et-Vilaine	* 0,38	1,51	1,89
Indre-et-Loire		2,23	2,23
Isère		1,06	1,06
Loire		1,40	1,40
Loire-Atlantique	* 1,01	2,04	
Loiret	* 3,13	2,13	5,26
Maine-et-Loire	* 1,32		1,32
Marne	2,56		
Meurthe-et-Moselle		2,32	2,32
Morbihan	2,20		2,20
Nord		2,16	2,16
Oise		3,55	3,55
Orne	* 0,47		0,47
Paris	* 0,60	0,59	1,19
Puy-de-Dôme		1,32	1,32
Rhône		1,14	1,14
Saône-et-Loire		2,16	2,16
Sarthe	* 1,53		
Seine-Saint-Denis	3,26	1,76	5,02
Seine-Maritime		2,64	2,64
Somme		2,88	2,88
Territoire Belfort	3,60	1,56	5,16
Val-d'Oise	* 0,46	1,15	1,61
Val-de-Marne		1,08	1,08
Vosges	* 1,36		1,36
Yvelines		0,96	0,96

* Listes dans lesquelles la LCR était présente.

Edmond Maire fait ses adieux à la classe ouvrière

Raymond NAZIER

A quelques jours des élections législatives, la presse fut convoquée par la direction de la CFDT. Il s'agissait de lui réserver la primeur de révélations d'Edmond Maire, délivrées dans un article théorique de *CFDT-Aujourd'hui*. Les militants, eux, auront dû attendre pour se faire une opinion personnelle : le numéro de mars de la revue ne leur est parvenu qu'une dizaine de jours plus tard.

Une telle urgence et la volonté de provoquer le fracas médiatique s'expliquent par l'importance des découvertes d'Edmond Maire. Le capitalisme change ses formes d'intervention et de gestion des ressources. Si ses formes changent, peut-être est-ce le reflet d'un changement de substance. Dans ce cas, parler de capitalisme deviendrait abusif ! On comprend qu'une telle interrogation ne pouvait rester plus longtemps ignorée.

Edmond Maire part d'une réalité que les travailleurs connaissent bien : l'entreprise. Non pour rabâcher des sornettes sur l'exploitation, la domination et l'aliénation, mais pour en justifier la finalité – faire du profit sur le marché –, et donner sa bénédiction à la fonction de chef d'entreprise.

Celui-ci n'est pas un acteur du capitalisme, mais assume une fonction atemporelle et, pourrions-nous dire, hors des systèmes sociaux. La récusation pêle-mêle du système soviétique, yougoslave et du schéma syndicaliste-révolutionnaire du début du siècle, le constat qu'il y a des chefs d'entreprise « publics » et « privés », tout cela ne sert qu'à masquer une interrogation gênante : pour quel système social, au profit de qui œuvrent ces chefs d'entreprise ? Aux yeux de Maire, leur fonction est de prendre les grandes décisions sur les choix des produits, le type de marché à couvrir. Il appelle de ses vœux la concertation la plus grande avec les syndicats pour la mise en œuvre de ces objectifs, tout en reconnaissant à l'entrepreneur un droit ne relevant que de lui seul, car certains choix *« relèvent d'un pari et non d'une pure rationalité scientifique »*. La seule chose que le syndicalisme combat, c'est donc *l'abus* de ce pouvoir.

S'il y a des conflits dans les entreprises, ce n'est pas seulement à cause de quelques patrons ringards. Maire l'explique par le fait qu'il y a deux logiques à l'œuvre dans l'entreprise : celle de la direction qui est à la *« recherche d'un résultat financier qui permette la survie et le développement de l'entreprise face à la concurrence qui s'exerce sur un marché »*, et la *« logique du salarié »* qui recherche la sécurité de l'emploi, l'amélioration des conditions de travail et de plus en plus l'intérêt au travail, une qualité meilleure des produits réalisés, *« logique exprimée par le collectif historique : les syndicats »*. Notons que la classe ouvrière est absente de cette définition pour laquelle un salarié est un individu.

Une jaquette neuve sur un cadavre puant : la coopération conflictuelle

Si ces deux dynamismes sont *« parfois antagonistes »*, ils sont tous deux légitimes et les tensions qui en naissent se résolvent par la coopération conflictuelle. Le syndicat est pour l'efficacité économique aussi bien que sociale. On

verra là, sans doute, le substrat « théorique » de la prééminence de la négociation dans la stratégie syndicale, idée qui fut abandonnée au conseil national confédéral avant le congrès de Bordeaux, sur amendement des Pays-de-Loire.

Pour mieux banaliser ces « tensions », Maire ne craint pas d'y adjoindre les tensions existant entre différentes fonctions de direction (financière, commerciale) ou entre les salariés d'une entreprise et le syndicat. Chaque salarié étant ainsi lui-même le siège de tensions multiples. Finalement, la vie en société n'est faite que de tensions. Aussi peut-il être inutile ou dangereux d'en extraire une catégorie particulière, celle de l'antagonisme entre capitalisme et classe ouvrière.

Adieu, le socialisme

Avant de s'attaquer au plat de résistance du recensement des vertus du capitalisme, Maire nous met l'eau à la bouche en se demandant gravement : *« Qui domine qui ? »*, quand les salariés de la RATP *« prennent en otage les usagers »* lors de leurs grèves ? (Espérons que Pasqua, Pandraud et le GIGN ne tomberont pas sur ce passage...)

Dans la suite de cette réflexion, Maire se fait fort de montrer que le capitalisme n'est plus le capitalisme.

◇ Primo, le capitalisme ne procède plus autant du droit de propriété. C'est l'ère des managers et de la démocratie qui voit s'étendre les droits des salariés.

◇ Secundo, le capitalisme ce n'est pas l'économie de marché. Ou, plus exactement, la planification bureaucratique de l'Est ayant fait faillite, le marché, quoique parfois « un peu sauvage », est une garantie de liberté. D'ailleurs, l'action syndicale qui impose le SMIC, le droit du travail, le tempère.

◇ Tertio, le capitalisme n'est plus une forme précise de division du travail. Sur ce chapitre, l'écart entre conception et exécution reste important, concède Edmond Maire, mais est-ce seulement de la faute des patrons ou à cause de nos données culturelles qui méprisent le travail manuel et valorisent la fonction hiérarchique ?

◇ Quarto, le capitalisme est-il encore productiviste ? Oui, sans doute trop, reconnaît-il. Mais les choses bougent. Et de citer l'action des écologistes et des consommateurs.

La conclusion est donc imparable. Si le capitalisme originel, le seul vrai en quelque sorte, n'existe plus, inutile d'employer des concepts comme « anticapitalisme », « lutte de classe », « classe ouvrière », qui créent la confusion. Et les militants comprendront sans doute mieux le langage de l'adaptation au syndicalisme en apprenant de la plume de leur secrétaire général que *« nous ne cherchons plus depuis longtemps la suppression totale de la propriété privée des moyens de production. Nous ne souhaitons pas la disparition du marché. Nous ne rêvons pas d'un dépassement total de la division sociale du travail car, n'ayant aucun goût pour le totalitarisme, nous ne visons pas l'impossible, d'être gouvernants et gouvernés.* (...) *Quant au grand rêve de la Rupture, nous substituons, avec un réalisme qui n'exclut nullement l'ambition, l'action quotidienne de transformation »*. D'ailleurs, cela marche puisque les pays capitalistes développés *« sont, qu'on le veuille ou non, des Etats de droit, même si des strates du capitalisme originel y subsistent, où la démocratie peut s'approfondir et où les clivages sociaux deviennent de plus en plus complexes »*.

A partir de tels constats, *« nous n'avons plus d'utopie mobilisatrice »*, reconnaît Maire. Pour y voir plutôt un atout. Aussi, reprend-il l'idéologie à la mode : *« gros plan sur l'individu »*, confondant, sans se poser trop de questions, l'individu et la personne, ce qui est... confondant pour un cédétiste. Le collectivisme étant le grand Satan, il n'y a pas lieu de rechercher des objectifs faussement unifiants qui étoufferaient les aspirations individuelles. Un exemple : il serait juste de *« reconnaître et réguler la part individualisée de la rémunération. Nous devons, aussi, reconnaître et réguler la part individualisée de la protection sociale »*. A défaut de conflit, une belle sortie pour la coopération. Maire voulait lancer un pavé dans la mare. Il met les deux pieds dans la fange de la collaboration de classes.

Une rupture avec les acquis

Maire n'a pas hésité à enfiler les *« gants de crin »* que réclamait Granger, secrétaire général de la métallurgie, pour *« débarbouiller »* l'idéologie et la stratégie CFDT. Maire assume pleinement cette rupture avec la CFDT de 1970 qui avait défini son projet et sa stratégie de lutte de classe. Position qui, dès cette époque, ne convenait peut-être pas tout à fait à Maire. En 1973, dans un texte de contribution préparatoire au 36e Congrès, la fédération Hacuitex mentionnait que la CFDT n'avait pas tiré toutes les conséquences d'un syndicalisme de classe. Elle ne s'en étonnait pas en rappelant : *« La stratégie de lutte de classe n'a-t-elle pas été introduite dans le texte par un amendement au comité national précédant le congrès ? »* Quelles que soient les faiblesses du moment, il est parfaitement clair que cette référence a constitué le pivot des débats et des prises de position de la CFDT dans la période présente ainsi que la base de la formation des militants. Les positions actuelles de Maire-Jacquier-Kaspar sont en parfaite contradiction avec ces acquis.

Maire, en remettant en question quatre critères du capitalisme, n'oublie qu'une chose. C'est parce que les capitalistes sont propriétaires des moyens de production qu'ils imposent des produits. La lutte des consommateurs peut permettre de rogner les abus les plus criants, pas davantage. C'est en fonction de ce droit de propriété qu'ils peuvent décider de produire en France ou à Hong-Kong, pour le profit maximum. Quand on accepte la loi du marché et de la concurrence, on accepte cette course-là. Le 35e Congrès avait parfaitement montré ces évidences. Les réponses de la CFDT n'avaient pas été définies à la hâte. De nombreux groupes de travail avaient « planché » sur le rapport général et fourni des rapports complémentaires. Le groupe IV avait défini les ruptures à opérer : *« Rompre les liens entre la production et la solvabilité, rompre le monopole de l'appareil de production et inventer le modèle de civilisation, rompre la relation entre la production et les ressources. »* Ces questions ne sont-elles pas toujours d'actualité dans le cadre d'une stratégie articulant la planification démocratique, l'appropriation des moyens de production et l'autogestion ?

Cette appropriation que Maire rejette, et dont Declercq disait qu'elle est indispensable car il est illusoire d'autogérer ce qu'on ne possède pas, faisait encore partie du patrimoine de la CFDT au 37e Congrès, en 1976. *« Cette société* [socialiste autogestionnaire, NDLR] *implique l'appropriation sociale des moyens de production, d'échange, d'information et de formation, et la transformation de l'organisation sociale et du mode de vie. Cette socialisation permet aux travailleurs dans les entreprises et aux citoyens dans leurs collectivités publiques, de la municipalité à la nation, d'exercer leurs responsabilités dans le choix des investissements. »*

Maire voit dans l'autogestion une simple démarche et accuse les « dogmatiques » d'en faire une société clés en main. L'autogestion ne fut jamais présentée comme cela dans la CFDT. Par contre, oui, elle correspondait à un projet de société. Il n'est pas inutile de relire quelques réponses à treize questions sur l'autogestion parues dans *Syndicalisme-Magazine* de novembre 1972. *« Le socialisme autogestionnaire ne vise donc pas seulement à modifier la situation des travailleurs dans l'entreprise. Il*

« L'ordre, l'autorité, la concurrence, la loi du profit modèlent les choix de notre société, son orientation. Une société se juge sur les choix qu'elle opère. A partir du moment où des valeurs auxquelles elle se réfère restent abstraitement accrochées dans le ciel des déclarations d'intention, sans modifier les critères de fonctionnement et de choix de la vie économique, elles finissent par perdre toute substance. On ne peut se déclarer partisan d'une nouvelle société plus juste, où les hommes puissent être libres et responsables, quand la loi du profit, la conception actuelle de l'autorité règnent en maîtres.

« L'idéologie dominante actuelle vise à présenter toutes les attaques contre la société actuelle comme dépassées. Dépassés les conflits, la lutte de classes est un mythe, dépassé le socialisme, un seul modèle de société est aujourd'hui possible. Les opposants aux systèmes sont ainsi assimilés aux anciens, aux rêveurs rétrogrades face aux partisans du progrès. »

Extrait de « Planification démocratique et autogestion », annexe au rapport « Perspectives et stratégie » du 35 ° Congrès, 1970.

renverse la logique du profit dans toute la société. (...) Dans tous les domaines, il s'agit de rechercher d'abord à satisfaire les besoins des hommes. (...) Les choses sont donc claires. Le socialisme autogestionnaire n'est pas un égoïsme collectif d'entreprise. Ce n'est pas un système où des entreprises gérées par les travailleurs continueront à se faire une concurrence sauvage exactement comme lorsqu'elles étaient dirigées par les capitalistes. (...) Non, l'autogestion n'a pas de sens, elle n'est pas réalisable dans le capitalisme. Elle constitue un système opposé au capitalisme. Dans une société où, globalement, le pouvoir appartient au capital, il est absolument impossible que les travailleurs disposent de petits bouts de pouvoir ici ou là. »

L'Etat de droit si vanté aujourd'hui était apprécié ainsi au 36e Congrès : *« Reflétant dans ses formes et dans son fonctionnement les conflits et les luttes de la société, il s'attache à les neutraliser pour maintenir la prédominance de la classe au pouvoir. L'appareil d'Etat, qui est globalement l'émanation et l'instrument des classes dominantes, permet d'organiser et de consolider le système. »* Plutôt que la coopération conflictuelle, le 35e Congrès déclarait que *« la négociation doit améliorer leur situation* [celle des travailleurs], *sans pour autant la subordonner à la production et à la situation économique ».* Dans cette ligne, le congrès de 1976 réaffirmait : *« La crise fait mieux percevoir et accentue les antagonismes de classe. La CFDT récuse toute modération des revendications, toute idée de trêve sociale. »*

On le voit, par rapport à ces orientations, la rupture est totale. Maire ne fait plus semblant. Il proclame que la CFDT s'était trompée. C'est une nouvelle CFDT qu'il appelle de ses vœux, libérée de ses amarres avec la lutte de classe.

Les enjeux

« Maire réhabilite les patrons », titre *l'Obs-Economie. « Edmond Maire congédie le socialisme »*, note *la Croix* du 6 mars 1986. La presse ne s'y est pas trompée. Il ne s'agit pas d'un coup de gueule de plus. La plupart des thèmes énoncés par Maire dans son article – la légitimité des « deux logiques », la coopération conflictuelle – sont de même nature que ceux qu'il avait soulevés lors de son rapport préparatoire au congrès et qu'il avait dû édulcorer devant les réactions des militants. Il s'était déjà posé des questions sur le concept de classe ouvrière dans *CFDT en questions* [1]. On savait que la direction cédétiste mettait en valeur le patronat moderniste appelé à jouer un rôle moteur positif dans l'évolution des sociétés industrielles. Le présent texte confirme ces thèses, illustrées aussi par Kaspar et Jacquier. Celui-ci rappelle que si on veut négocier avec les patrons, c'est parce qu'on ne veut pas leur disparition [2]. Maire généralise cette affirmation sous une nouveauté « théorique » : le capitalisme n'est plus. Vive l'individu !

La « nouveauté » prend du relief quand elle est énoncée après le refus obstiné d'appeler à voter à gauche, contre la droite. La « nouveauté » est annoncé à grand renfort de médias, quelques jours avant un scrutin marquant le retour de la droite au gouvernement et le début d'une politique de cohabitation, le PS étant appelé à choisir son profil et à s'assumer ou non comme grand parti social-démocrate apte à l'alternance avec les partis bourgeois.

Nous disions, avant le 40e Congrès de la CFDT, que celle-ci était à la croisée des chemins. *« Sous couvert de "recentrage", puis de "resyndicalisation", la direction Maire en vient à rompre les amarres qui la lient au syndicalisme de classe et entame une dérive dont nul ne peut dire où elle conduit* [3]. » Maire vient de faire une longue enjambée de plus dans cette fuite en avant. Il avait réclamé une politique de rigueur, déjà au nom de l'équilibre de l'économie capitaliste. Il batailla pour faire passer la loi sur la flexibilité. Tout le

1. ***CFDT en questions*, collection Témoins, Gallimard.**

2. ***Les cow-boys ne meurent jamais*, Syros, p. 152.**

3. ***Adaptation du syndicalisme ou mobilisation sociale*, La Brèche, 20 francs.**

monde comprit qu'il voulait se positionner comme partenaire privilégié du premier gouvernement de cohabitation, ce qui fit sursauter Bergeron.

La nouvelle initiative du secrétaire général signifie davantage. Désormais, la CFDT range au placard des simplismes benêts ses rodomontades anticapitalistes et sa volonté de construire une société autogérée. Messieurs les capitalistes, ne craignez rien, leur dit Edmond. Nous reconnaîtrons vos gouvernements comme nous reconnaissons votre droit de diriger vos entreprises et de faire du profit. Nous n'avons pas appelé à voter contre vos candidats parce que nous avons renoncé à abattre votre système social. N'abusez pas de vos pouvoirs. Faites-nous une place et tout ira bien, pour vous, comme pour nous. Le capitalisme qui fait une place aux syndicats est le moins mauvais des systèmes.

Oui, Bergeron a de quoi être inquiet. Il a un concurrent sur sa droite. Accepter la logique du profit en période de crise, c'est être amené à renoncer à mobiliser pour défendre les acquis de la classe, à refuser les objectifs unifiants qui seraient le moyen de répondre à l'attente du plus grand nombre et de souder entre elles les différentes couches de la classe ouvrière. Quand on accepte la gestion de l'austérité capitaliste, on est amené à renoncer au socialisme pour demain et à l'amélioration des conditions de vie pour aujourd'hui. On renonce à être un syndicat de classe. C'est jouer à coup sûr la défaite de la classe ouvrière. Pire, c'est jeter toutes ses forces pour cette défaite. Il faut être myope comme Edmond Maire pour ne pas voir qu'une telle stratégie conduit le syndicalisme ouvrier à l'échec et mène droit à la destruction de la CFDT elle-même.

Relever le gant

C'est un véritable défi que Maire adresse aux militants lutte de classe de sa centrale. On peut penser que Maire, à son habitude, vient de lancer de loin le débat pour le prochain congrès confédéral. Il veut, d'ici là, asseoir un appareil intermédiaire acquis à cette ligne et pousser ses oppositionnels à partir. C'est ce dont rêve Jacquier[4], encore lui. Les courants lutte de classe qui se sont manifestés au dernier congrès, et avant, ont réaffirmé les principes qui permettent de répondre aux défis de la situation présente. Ils sont en filiation directe avec une tradition dans la CFDT qui, pour de nombreux militants après 1968, a fait de cette centrale une confédération-espoir. Dès le congrès de Metz, la fédération Hacuitex posait crûment la question : *« La direction n'a-t-elle pas fait le choix d'aménager le capitalisme pour ne pas basculer dans le socialisme étatique des pays de l'Est ? »* *Le Monde* du 4 avril 1985 faisait état des réflexions de la fédération des finances qui dénonçait une analyse conduisant *« à liquider sans véritable examen des acquis fondamentaux de la CFDT. Le risque est dès lors (...) de nous faire dévier vers des changements sociaux qui ne dérangeraient pas les classes dominantes »*. Appréciation prémonitoire !

A ces abandons désastreux, plusieurs structures ont opposé un syndicalisme de mobilisation, une volonté d'ancrer la CFDT dans un projet socialiste et résolument actif contre la droite. Dans le cours de la préparation du 40e Congrès, les Pays-de-Loire opposaient un syndicalisme basé sur la mobilisation à celui fondé sur la négociation. La région Basse-Normandie écrit : *« La notion essentielle qui doit guider notre politique d'alliance, c'est la construction d'un rapport de forces favorable aux travailleurs. Il est urgent de le reconstituer pour éviter de nouveaux reculs sur les aspects essentiels qui concernent les travailleurs (...) pour éviter que ne se développent les négociations à froid tant avec le patronat qu'avec le gouvernement. »* Depuis, sous des formes diverses, les critiques, les positions divergentes d'avec la confédération n'ont pas manqué : pour s'opposer à l'abandon de la grève comme forme de lutte, pour dénoncer le soutien confédéral à la loi de flexibilité patronale ou pour appeler à voter contre la droite malgré la volonté de la direction. Pour le moment, ces sensibilités sont éparses et prennent position au coup par coup. Les pratiques et les appréciations sur la ligne concrète à adopter face aux changements capitalistes restent encore éclatées. Par rapport aux enjeux fixés par Maire, cette situation est préjudiciable à la défense d'un syndicalisme de combat, unitaire et démocratique. Des possibilités d'une convergence réelle entre toutes les forces oppositionnelles dans la CFDT et de la remobilisation sur le terrain dépend maintenant que la CFDT reste ou non un syndicat de classe et de masse luttant pour l'émancipation de la classe ouvrière, pour un socialisme autogestionnaire.

---

4. Jacquier, *op. cit.*, p. 170.

Dossier

La crise mexicaine et ses enjeux

Maxime DURAND

Tremblement de terre, faillite économique et coupe du monde de foot : le Mexique est d'actualité. Plutôt que de tenir la chronique des événements récents, cet article dresse un rapide panorama des mécanismes et des enjeux de la crise mexicaine. Dans le même temps, il fait ressortir trois thèses :
◇ Un marxiste arrivant au Mexique n'est pas obligé de laisser ses outils conceptuels au vestiaire : le Mexique étant un pays capitaliste, ils peuvent être tout à fait mis en œuvre pour dégager les racines profondes de la crise que traverse actuellement ce pays.
◇ La dette, vue d'Europe, est un peu l'arbre qui cache la forêt, à savoir la dynamique interne des formations sociales d'Amérique latine. Or, l'avenir de ces pays dépend sans doute plus de l'évolution de la lutte des classes que de l'échéancier de la dette.
◇ Un pays comme le Mexique illustre de manière lumineuse le fait qu'il n'existe pas de réponses purement économiques aux blocages économiques auxquels il se trouve actuellement soumis.

Propos quotidiens dans les transports en commun surchargés : la crise, les incertitudes de la situation, la spéculation sur le dollar... Pour conclure : à nous autres, il ne reste que la spéculation... philosophique !

Il est nécessaire de commencer par un retour en arrière, afin de montrer que la crise que traverse actuellement le Mexique n'est pas, comme voudrait le faire croire le gouvernement actuel, un effet des erreurs du précédent président ou, plus simplement encore, un phénomène météorologique, une sorte de catastrophe naturelle. De la même manière d'ailleurs que pour les conséquences démesurées des tremblements de terre des 19 et 20 septembre 1985, une telle explication est totalement inopérante.

La crise vient de loin

La crise a commencé il y a longtemps, elle est dans une large mesure une crise interne. Cette mise en question de la version officielle est indispensable pour mieux comprendre l'histoire du Mexique, mais aussi en raison de ses enjeux théoriques et politiques.

Il ne s'agit certes pas de faire des années soixante l'âge d'or de l'économie mexicaine, notamment en raison de la crise agricole qui se manifeste à partir de 1965 [1]. Cependant, le sextennat de Diaz Ordaz (1964-1970) a fait apparaître une croissance économique relativement équilibrée comme on peut le vérifier en examinant les graphiques 1 et 2.

La croissance moyenne de la production est de 6,8 % par an, avec une productivité de 3,4 % relativement rapide et, par différence, une croissance du nombre d'emplois salariés de 3,3 % qui correspond *grosso modo* à la croissance de la population. Toute cette période se caractérise par un important processus de prolétarisation-salarisation-urbanisation des paysans. Le taux de salaire réel progresse rapidement (5,4 % par an) mais sans inflation (3,3 % par an en moyenne) et avec une quasi-stabilisation du taux de profit. Enfin, le taux de change reste obstinément fixé à 12,5 pesos pour un dollar, et le restera jusqu'en 1976.

Le moteur de cette croissance à peu près régulière est ce que l'on a appelé la substitution d'importations : il

s'agit d'un processus d'industrialisation réel qui consiste à substituer progressivement une production nationale aux importations industrielles. Ce processus s'est enclenché de manière particulièrement vive dans les années cinquante, dans un contexte où la concurrence sur le marché mondial laissait aux entreprises locales une marge d'autonomie. La substitution d'importations se déroule essentiellement dans les secteurs des biens intermédiaires et des biens de consommation, et dans les branches les plus dynamiques, mais son ampleur est tout à fait impressionnante : alors qu'au début des années cinquante, 18 % de la production industrielle est importée, cette proportion tombe à 10 % au début des années soixante-dix [2]. A partir de ce moment, le mouvement se retournera rapidement dans l'industrie. Au niveau de l'ensemble de l'économie, le mouvement est le même, avec un décalage de quelques années : de 13 % en 1956, la part des importations dans le PIB (produit intérieur brut) passe à 6 % en 1970.

Début des années soixante-dix : l'épuisement d'un modèle

Pourquoi ce « mode de régulation » (pour reprendre un terme à la mode) s'est-il détraqué ? Bien répondre à cette question, c'est identifier les racines profondes et le vrai « timing » de la crise.

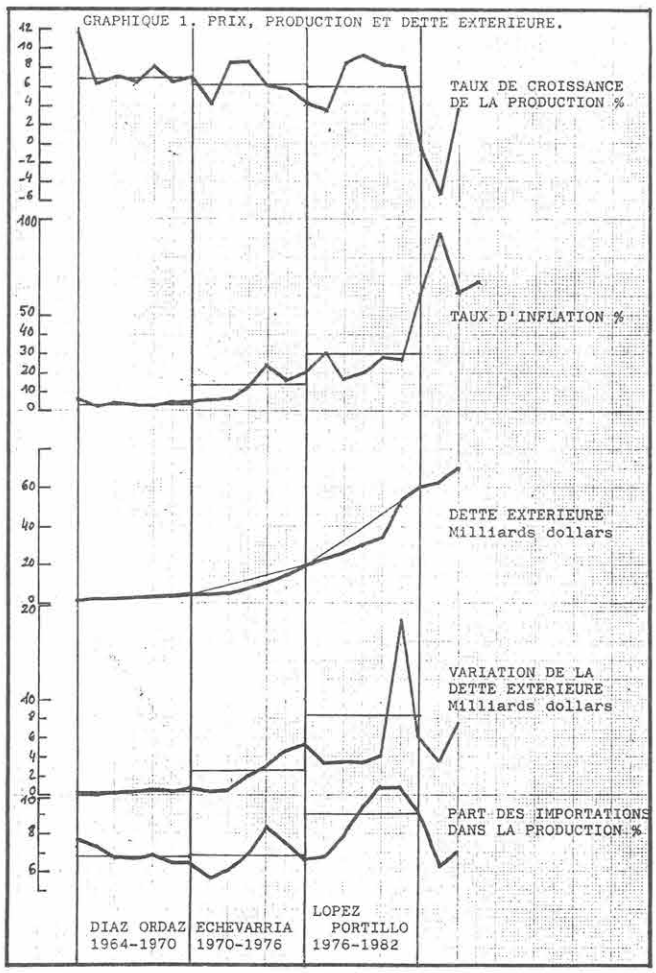
L'épuisement du modèle est généralement expliqué à juste titre par l'incapacité de l'industrie mexicaine à « remonter la filière », autrement dit à passer progressivement de la fabrication de biens intermédiaires (acier, ciment) et de consommation courante (alimentation, textiles, parachimie) à la fabrication de biens d'équipement (machines-outils, machines de chantier, etc.) et de biens de consommation plus élaborés (automobile, électroménager, électronique...). C'est pour cette raison que l'on doit caractériser le Mexique comme un pays semi-industrialisé dans la mesure où le processus d'industrialisation, réel, qu'il connaît, reste cependant déstructuré, inégal ; pour reprendre l'excellent titre du livre de l'économiste chilien Fajnzylber [3], il faut parler d'une industrialisation tronquée.

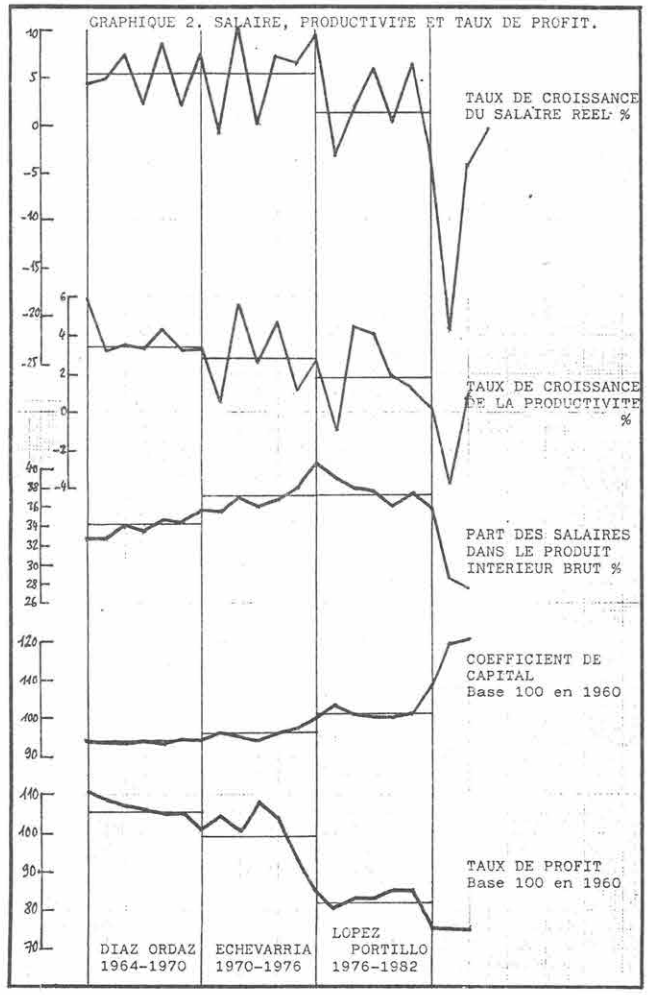
Cependant, ce niveau d'analyse, certes pertinent, ne suffit pas entièrement à rendre compte de la dynamique de l'économie mexicaine. Deux autres éléments doivent être introduits.

La répartition du revenu se caractérise par une inégalité énorme, sans doute l'une des plus marquées dans les grands pays d'Amérique latine. Un seul chiffre pour fixer les ordres de grandeur : selon une enquête de 1977, plus de 80 % du parc automobile appartient aux 10 % les plus riches de la population.

Répartition du revenu et structure de la production

En schématisant, la situation est la suivante : d'un côté, pour 80 % de la population, le salaire (ou les revenus de la terre) sont essentiellement consacrés aux besoins élémentaires. Les revenus des travailleurs constituent donc un débouché pour les industries de consom-





Dossier

mation courante mais pas pour les industries de biens de consommation durables. Contrairement au cas français par exemple, la « norme de consommation » de la grande majorité des travailleurs n'incorpore pas de tels produits et ce que l'on a appelé « fordisme » ne peut se développer.

De l'autre côté, on trouve une frange relativement réduite de riches et super-riches qui accèdent à la consommation de biens plus sophistiqués, et en premier lieu la voiture. Mais la taille de ce marché est relativement réduite, ce qui entraîne deux conséquences liées : d'abord une faible productivité, sur laquelle on reviendra, et en même temps une forte pression aux importations directes (ou indirectes). Certes, la réglementation protectionniste vient contrebalancer cette tendance, mais n'y réussit pas complètement : là encore, l'industrie automobile fournit un bon exemple. De 1980 à 1983, la proportion d'automobiles importées n'est que de 5,3 % mais celle de pièces et carrosseries importées est de 54 % : autrement dit, les multinationales (Ford, General Motors, Volkswagen, Nissan, Renault) fabriquent sur place, mais avec un fort contenu en importations.

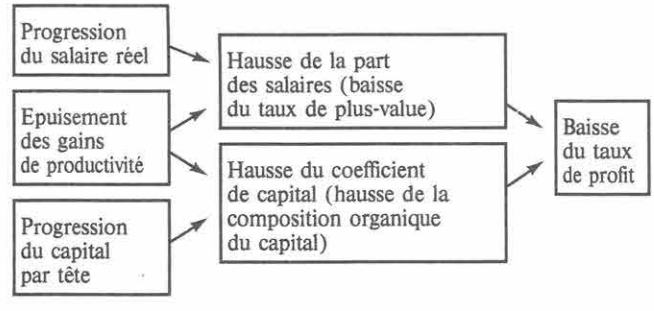
Seuls les partisans d'une version simpliste du marxisme peuvent, au nom du primat de la production sur la circulation, se croire dispensés d'étudier les problèmes de la réalisation dans un processus d'accumulation élargie. Ce qui les conduit à sous-estimer l'importance de l'articulation entre structure et dynamique de la production, d'une part, et répartition des revenus, d'autre part. On les renvoie sur ce point au livre de Pierre Salama [4].

Productivité et baisse du taux de profit

Avec la répartition du revenu, la seconde caractéristique qu'il convient d'introduire est l'incapacité du capitalisme mexicain à susciter des gains de productivité suffisants. D'ailleurs, ces phénomènes sont liés. Ainsi, l'abondance de main-d'œuvre et le niveau extrêmement bas des salaires réels (une journée de salaire minimum permet d'acheter environ un kilo de viande et 40 % des travailleurs sont en dessous de ce minimum) n'incitent pas les employeurs à rechercher ces gains de productivité. Or, le bas niveau des revenus et leur inégale répartition expliquent en grande partie les taux de croissance démographique élevés qui viennent gonfler une énorme « armée industrielle de réserve ». Murdoch [5] a bien montré ce phénomène dans un livre remarquable où Mexico fait figure d'exception, précisément en raison d'une exceptionnelle rigidité de la répartition des revenus. Mais, à côté de ce cercle vicieux pauvreté-faible productivité-croissance démographique très rapide, on pourrait en identifier bien d'autres. Le fait, par exemple, que 40 % de la production industrielle soit réalisée dans l'agglomération immense de la capitale n'a pas seulement des conséquences désastreuses en termes de pollution atmosphérique : elle implique en même temps un formidable gâchis en termes de temps de travail et de fatigue et représente un obstacle fondamental aux progrès de la productivité. Donc tout est lié : la concentration urbaine démentielle, de la production et du marché, n'est rien d'autre que la projection dans l'espace de la concentration des revenus.

Du point de vue de la productivité, l'effet le plus direct est celui de la taille insuffisante des marchés : celle-ci fait obstacle de manière tout à fait décisive à la productivité, parce que les entreprises ne réussissent pas à atteindre la taille critique. C'est le résultat essentiel d'une étude extrêmement détaillée sur ce thème [6].

On ne peut attribuer directement cette faible productivité à un investissement insuffisant : pour l'ensemble de l'économie, le capital installé a augmenté d'au moins 7 % par an sur l'ensemble de ces trois derniers sextennats. Mais c'est la capacité de ces investissements à dégager des gains de productivité qui s'épuise progressivement. De 1964 à 1970, une hausse du capital par tête de 3,6 % par an permet de dégager des gains de productivité du même ordre de grandeur (3,4 %) ; dans ces conditions, le coefficient de capital, c'est-à-dire le volume de capital par unité de produit, reste à peu près constant. Ou, pour utiliser les concepts marxistes, la composition organique du capital reste à peu près stable. C'est au début des années soixante-dix que les choses vont commencer à se dégrader. La croissance du capital par tête s'accélère (3,9 %) tandis que la productivité dégagée progresse moins rapidement (2,8 %). Ces deux mouvements, combinés avec une évolution sans changement (5,4 %) du salaire réel, conduisent à une baisse rapide du taux de profit en 1975 et 1976. Toutes ces évolutions apparaissent clairement dans les deux graphiques et peuvent être résumées dans le schéma ci-dessous.



Une analyse plus fine montre que le ralentissement de la production concerne moins l'industrie que l'agriculture et les services. Comme les produits industriels occupent une place secondaire dans la reproduction de la force de travail, cela signifie qu'il n'est pas facile de faire baisser sa valeur au moyen de gains de productivité ; en d'autres termes, il y a peu de place pour la production de plus-value relative. Cette articulation entre agriculture et industrie joue un rôle constant dans l'incapacité du capitalisme mexicain à « réguler » ses contradictions.

Pour essayer de colmater les brèches, l'Etat est

constamment obligé d'intervenir en agissant notamment comme fournisseur de l'industrie en énergie, biens intermédiaires et main-d'œuvre à bon marché. De ce dernier point de vue, la politique gouvernementale se heurte à des intérêts contradictoires : d'un côté, pour faire baisser la valeur de la force de travail, le gouvernement doit veiller à ce que les prix agricoles restent suffisamment bas ; mais pour reproduire son contrôle et sa domination sur les campagnes, il doit au contraire maintenir des prix suffisamment rémunérateurs. Ce problème n'est pas neuf et a joué un rôle fondamental dans la Russie soviétique des années vingt [7]. Dans un pays comme le Mexique, il constitue pour longtemps l'un des principaux carrefours entre l'économique et le politique.

L'Etat et les tensions sociales

Et ce problème s'aiguise d'autant plus que le sextennat d'Echevarria (1970-1976) marque une période sociale perturbée. Après le mouvement de 1968 qui a été stoppé brutalement dans le bain de sang de Tlateloloco, l'agitation sociale se poursuit dans toutes les sphères de la société et se manifeste surtout par une vague considérable de luttes paysannes extrêmement dures [8].

La contradiction à laquelle se trouve confronté le gouvernement est alors la suivante : du point de vue des intérêts strictement économiques de la bourgeoisie, la tâche essentielle devrait être de freiner la croissance du salaire réel, excessive par rapport aux autres composantes du taux de profit. Mais du point de vue de la conservation de son pouvoir, il s'agit tout au contraire de donner du mou. C'est pourquoi le salaire réel continue de croître, tandis qu'Echevarria cherche à retrouver un profil populiste à l'aide d'une timide redistribution des terres.

Mais à la longue, l'extraordinaire démagogie des discours du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) ne peut solder les comptes. C'est pourquoi apparaissent deux phénomènes nouveaux : le sextennat d'Echevarria marque le passage d'un rythme moyen d'inflation de 5 % à un palier de 20 % et, par ailleurs, un gonflement de la dette extérieure. Entre 1970 et 1976, celle-ci passe de deux à vingt milliards de dollars. Durant cette période, l'augmentation de la dette extérieure a donc essentiellement une cause interne, l'augmentation du déficit. Plutôt qu'un effet de la dépendance, la dette consacrée durant cette période représente le coût financier des mesures nécessaires pour préserver le système de domination en place.

La fuite en avant du pétrole

1976 marque un nouveau tournant : dévaluation du peso après vingt ans de stabilité du change, freinage de la croissance, mais surtout modification radicale de la politique salariale. Jusque-là, le salaire moyen évoluait de concert avec le salaire minimum, il y avait donc une certaine stabilité de la structure des salaires. A partir de 1976, les évolutions vont diverger : entre 1976 et 1981, le pouvoir d'achat du salaire minimum va baisser de 7 % environ, tandis que le salaire moyen augmente de 11 % en pouvoir d'achat. Cette politique d'austérité qui vise spécialement les plus pauvres a permis de retourner complètement le mouvement à la hausse de la part des salaires dans le PIB. De ce point de vue, Lopez Portillo aura, à la fin de son sextennat, refait (en arrière) le chemin de neuf ans de progression du salaire. Les effets différenciés de cette attaque contre le salaire minimum ont pour avantage de faire obstacle à l'unité de la classe ouvrière, sans parler de la division ville-campagne.

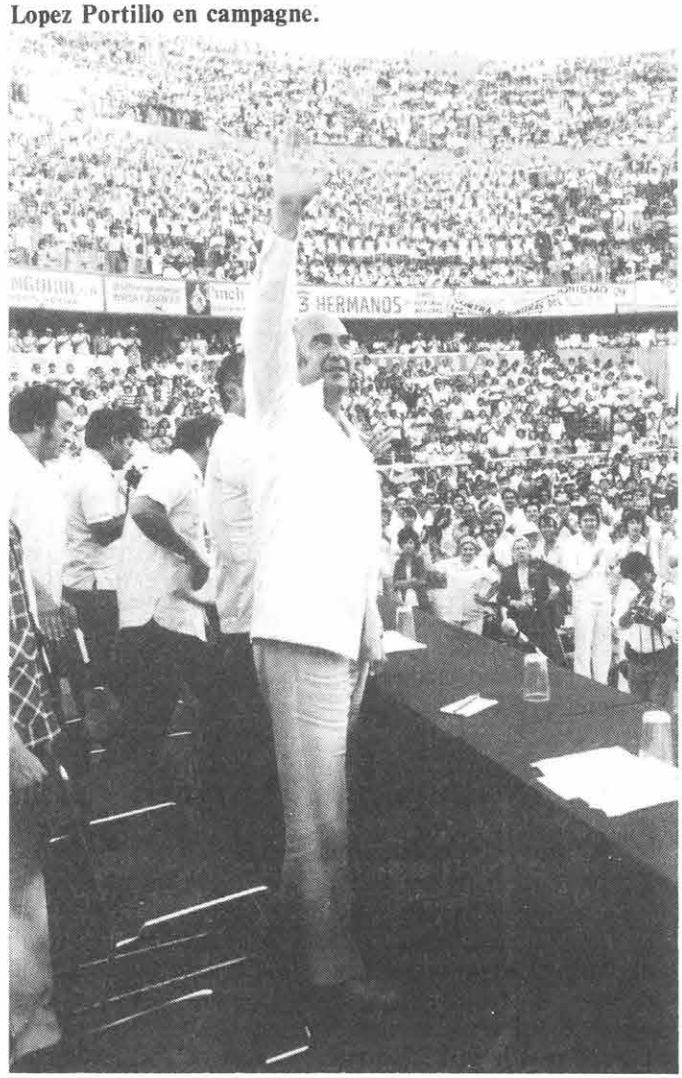
Mais ce qui va évidemment dominer la période, c'est le boom pétrolier. Le paradoxe central est ici le suivant : comment un pays qui bénéficie, presque du jour au lendemain, d'un afflux énorme de devises, se trouve-t-il obligé de contracter une dette encore plus énorme, pour se retrouver à peu près en faillite quelques années plus tard, en 1982 ? La réponse à cette question est en gros la suivante : ce sont les caractéristiques socio-économiques internes du Mexique qui transforment la ressource nouvelle en son contraire, à savoir une source de déficit. On peut détailler comme suit les mécanismes à l'œuvre :

◇ Pour extraire, transporter (et, très secondairement, raffiner) le pétrole, il faut investir (puits de forage, ports, pétroliers, etc.) et, dans tous les cas, cela implique de très volumineux achats de biens d'équipement à l'étranger.

◇ Le boom pétrolier a diffusé dans une partie de l'industrie et, là encore, la proportion d'importations induites est très élevée.

◇ Les revenus distribués en contrepartie de ces nouvelles activités économiques (ou directement prélevés « à la source » par l'équipe de malfrats gouvernementaux) vont

Lopez Portillo en campagne.



Dossier

vers des couches sociales (bourgeoisie et une partie des couches moyennes) dont le comportement spontané est de consommer ou placer ces revenus en dollars (achats de biens de luxe, tourisme et fuite de capitaux).

◇ La dette tend rapidement à s'autonomiser, c'est-à-dire à vivre sa vie, en fonction de paramètres (taux d'intérêt, taux de change et prix du pétrole) que la politique économique ne peut contrôler.

Une étude récente [9] a cherché à évaluer le poids respectif de ces divers éléments sur la période 1977-1982 qui a connu un accroissement de la dette de quarante-deux milliards de dollars et que l'on peut donc décomposer comme suit :

baisse du prix du pétrole en 1982 : 11 %
effets internes (importations induites) : 23 %
hausse des taux d'intérêt (1981 et 1982) : 29 %
fuite des capitaux (surtout en 1981) : 37 %

Ces estimations donnent des ordres de grandeur et font apparaître l'importance décisive de la fuite de capitaux, notamment en 1981 avec huit milliards de dollars, dans la croissance de la dette. Mais il ne s'agit pas d'un comportement « antinational » permanent de la bourgeoisie mexicaine : cette sortie de capitaux fait suite à une chute considérable du taux de profit.

Or, les causes de cette chute se trouvent à l'intérieur : si, comme on l'a vu, le taux de plus-value se rétablit, c'est cette fois la composition du capital qui se met à monter très rapidement. Il y a là, tout classiquement, le résultat d'une suraccumulation de capital : entre 1977 et 1981, la part de l'investissement dans le PIB saute de 19 à 25 % et le coefficient moyen de capital se stabilise à un niveau élevé.

Ces tensions accumulées se soldent en 1982 par la faillite que l'on connaît : dévaluation du peso, nationalisation purement tactique de la banque et entrée dans le sextennat de la super-austérité.

L'austérité comme horizon

Après l'incroyable corruption, la richesse étalée par Lopez Portillo et Cie, de La Madrid (DLM) se fait élire sous le slogan de « rénovation morale », et en exhibant son diplôme de Harvard. Sous la houlette du FMI, il applique alors un programme parfaitement passe-partout d'austérité : réduction du budget, contrôle des salaires (baptisé politique anti-inflationniste). DLM ne fait pas les choses à moitié : la première année de son sextennat, 1983, est marquée par une baisse de 23,5 % du salaire réel moyen dont le pouvoir d'achat recule ainsi en un an à son niveau de 1974. L'année suivante, ce sera encore 4 % de moins.

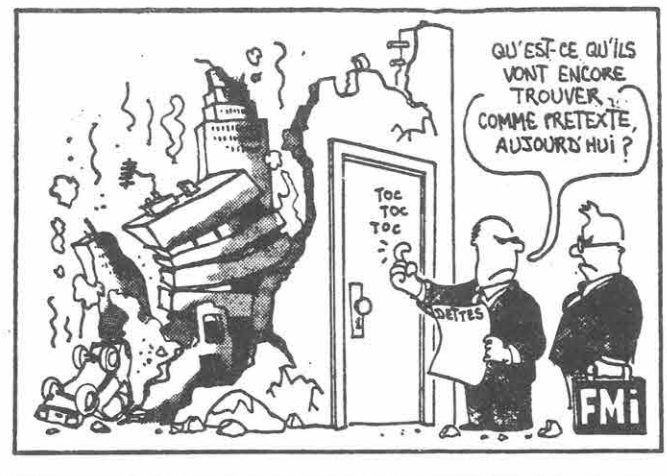
L'histoire de ces dernières années peut être résumée ainsi : après la super-récession de 1983 intervient une reprise, à cheval sur 1984 et 1985, qui va vite buter sur une nouvelle dégradation de la situation extérieure. Au début de juillet 1985, trois jours après les législatives, nouveau plan d'austérité avec coupes budgétaires, licenciement de milliers de fonctionnaires, hausse de tarifs publics et poursuite de la vente d'entreprises parapubliques, bref, un programme construit sur le même modèle que ceux de Reagan, Thatcher ou Chirac.

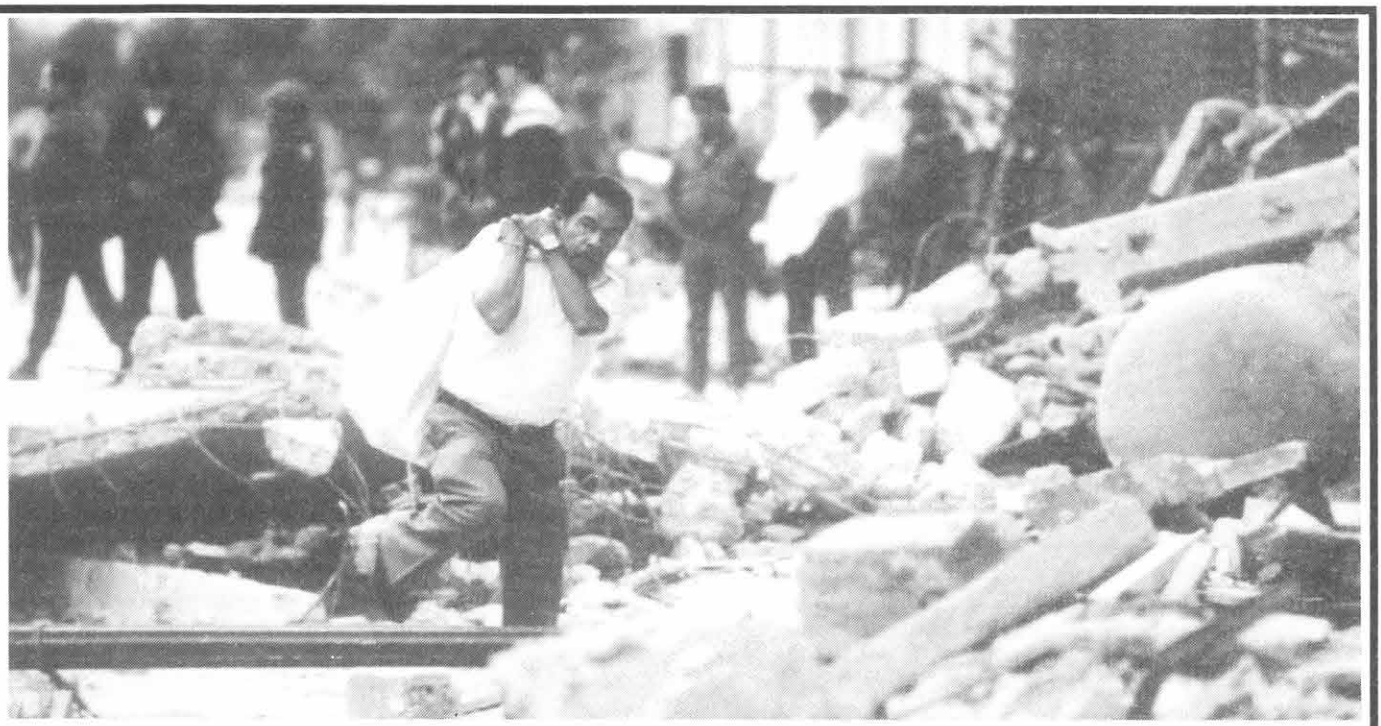
Et puis le Mexique va entrer dans une zone de turbulences : ce seront les tremblements de terre de septembre 1985 et la chute des prix du pétrole à la fin de janvier 1986. Ces deux chocs ont d'ailleurs un impact économique du même ordre de grandeur : quatre milliards de dollars chacun environ. Leur addition fait que les prévisions pour 1986 sont passées d'une croissance voisine de zéro à une perspective de récession sévère, semblable à celle de 1983. Enfin, l'inflation, loin de ralentir, va probablement passer de 67 % en 1985 à un bon 80 % en 1986.

Pourquoi ces perspectives catastrophiques et ce verrou à toute reprise économique pour au moins les cinq ans à venir ? On a vu que la chute salariale a permis de faire reculer la part des salaires de 40,3 % du PIB à 27,7 % en 1984 mais que le taux de profit continue à stagner à son niveau le plus bas depuis un quart de siècle : la première réponse est donc qu'il faut du temps pour absorber les effets de la « suraccumulation pétrolière ».

Le second élément de réponse est que les débouchés sont plats. Les pauvres se sont trouvés réduits à un minimum vital incompressible, l'investissement public est soumis aux restrictions budgétaires à répétition, l'investissement privé n'a aucune raison de ne pas reculer, les riches achètent ou placent à l'étranger, les couches moyennes sont retournées à la case départ d'avant le boom pétrolier, le prix du pétrole s'effondre, les autres exportations stagnent, et le déficit agricole est à peu près chronique.

Troisième élément de blocage : les contradictions propres à l'intervention étatique s'accumulent et se traduisent par un cercle vicieux inflationniste. Il est clair, soit dit en passant, que l'inflation ne peut pas être imputée aux salaires : depuis 1976, les coûts salariaux par unité produite ont été multipliés par dix... et les prix





par quinze. La source de l'inflation réside essentiellement dans la crise de l'intervention étatique, et non dans la version classique : déficit budgétaire = planche à billets = inflation. Le circuit est plus complexe et met en jeu trois mécanismes.

Premier mécanisme : pour réduire son déficit, l'Etat augmente les tarifs publics et réduit toute une série de subventions et par là même entretient le développement de l'inflation.

Second mécanisme : la charge de financement de la dette publique et la politique anti-expansionniste, combinées avec la nécessité de retenir les capitaux, poussent les taux d'intérêt à la hausse, maintiennent les anticipations inflationnistes et alourdissent les frais financiers des entreprises.

Troisième mécanisme : le déficit extérieur, l'inflation et la fuite de capitaux conduisent à des dévaluations périodiques : celles-ci, par le biais des importations et à cause de l'indexation de fait de nombreux prix sur le dollar, ont pour effet un regain de tensions inflationnistes.

Devant cette situation complètement bloquée où manquent à la fois des perspectives de profit, des débouchés dynamiques et un mode de gestion de la contrainte monétaire, on est amené à s'interroger sur les éventuels projets alternatifs existants. En effet, le gouvernement se borne apparemment à colmater les brèches au coup par coup, sans pouvoir anticiper sur l'événement, et sans disposer d'un projet cohérent. Ainsi, pour prendre un exemple, le budget pour 1986 avait été préparé avec l'hypothèse d'une baisse du prix du baril de 2,5 dollars, étalée sur toute l'année : cette baisse a été de 4 dollars en un mois.

Le crétinisme réformiste

Autour du mot d'ordre de non-paiement de la dette (atténué éventuellement en une demande de moratoire ou de paiement différé) semble se structurer un projet alternatif à la politique du PRI. Mais les choses ne sont pas si simples.

Lénine parlait de crétinisme électoral, sans pour autant condamner la participation aux élections. De même, il peut exister dans certaines conjonctures un espace pour des projets réformistes, mais croire que c'est le cas au Mexique aujourd'hui relève, et le terme n'est pas trop fort, du crétinisme. Les trois piliers d'un tel projet, tel qu'il a été clairement dessiné dans un livre intitulé *La Disputa por la nación* (*le Débat pour la nation*) [10], sont les suivants : moratoire ou dénonciation de la dette, redistribution plus égalitaire des revenus, industrialisation plus autonome, et centrée sur la satisfaction des besoins populaires. Ces trois points constituent effectivement les composantes essentielles, du point de vue économique, d'un programme dessinant une sortie socialiste de la crise. Mais entre les bonnes idées économiques et le projet politique, il y a tout le problème de savoir qui veut ou peut mettre en œuvre de telles modifications qui, compte tenu de la profondeur de la crise, ne sauraient être que radicales, ou plus précisément anticapitalistes. S'il y avait place pour un vague programme d'union nationale autour du mot d'ordre de refus de la dette, ce serait la politique qu'appliquerait actuellement le PRI.

Et justement, le crétinisme commence lorsqu'on pense possible de faire porter un tel projet par un PRI qui serait ainsi revenu aux sources radicales de son histoire, avec la politique menée par Cardenas à la fin des années trente. C'est le drame de la gauche mexicaine de penser que son horizon historique est de faire pencher à gauche la politique du parti dominant. Pour prendre un exemple anecdotique mais significatif, la trajectoire des deux auteurs du livre cité ci-dessus montre bien cette interpénétration entre une partie de la gauche et le PRI : le premier, Carlos Tello, fut le responsable de la nationalisation de la banque durant les derniers mois du sextennat de Lopez Portillo, en 1982. Le second, Rolando Cordera, est l'un des porte-parole du Parti socialiste unifié du Mexique (PSUM) en matière économique.

Ce précédent devrait pourtant servir de leçon : c'est avec le soutien de secteurs importants de la gauche que s'est réalisée l'opération démagogique de nationalisation de la banque et, six mois après, le même parti appliquait une politique d'attaque sans précédent contre les salaires. Or, le PRI risque bien de resservir le même scénario. *« Le jour où la gauche est tombée d'accord avec une phrase de*

Dossier

Silva Herzog. » Ce titre de journal résume bien cette éventualité. Silva Herzog est le ministre des Finances qui, après des mois d'obéissance au doigt et à l'œil aux « recommandations » du FMI, vient de découvrir brusquement que *« les engagements du Mexique vis-à-vis de ses créanciers étaient limités par les engagements du gouvernement vis-à-vis de son peuple ».* Cette phrase qui, soit dit en passant, est extraite d'un discours où Silva Herzog pose implicitement sa candidature en vue de la présidentielle de 1988, pourrait servir de slogan au PSUM ou au Parti mexicain des travailleurs (PMT).

Le danger, tout à fait plausible, est le suivant : le PRI va sans doute opérer un tournant « gauche », se déclarer en cessation technique de paiement, ressortir de grandiloquents discours nationalistes et anti-impérialistes, tout en négociant en sous-main avec le FMI qui n'est pas bête et a compris qu'un peu de mou était nécessaire au gouvernement mexicain. A l'issue de ce scénario, une gauche qui aurait fait du refus de la dette l'axe unique de sa politique se retrouverait complètement blousée et servirait de masse de manœuvre au PRI, gâchant ainsi une occasion historique de régénérer le mouvement ouvrier autour d'une alternative de classe.

On mesure donc le danger qu'il y aurait à ne pas articuler avec un programme de défense des salaires le mot d'ordre, juste en soi et très populaire, de refus de la dette. A lui seul, il n'est sans doute pas assez discriminant pour délimiter, selon l'expression de Fidel Castro, un camp du peuple et un camp de l'impérialisme.

Sous peine de s'exposer de nouveau à l'accusation de crétinisme, les réformistes devraient se poser cette question : pourquoi le Mexique, avec une dette de cent milliards de dollars, avec une diplomatie relativement autonome, a-t-il traîné les pieds devant chaque initiative de concertation à l'échelle latino-américaine, que ce soit celle de Fidel Castro ou celle d'Alan Garcia ? La réponse devrait être claire : c'est que la bourgeoisie mexicaine a un projet spécifique, différent d'ailleurs de celui d'autres bourgeoisies du continent.

Les projets de la bourgeoisie mexicaine : le faux et le vrai

Le projet officiel du gouvernement mexicain est la modernisation de l'économie du pays, sa restructuration, qui pourrait être menée à bien à l'aide des instruments suivants : rétablissement de la vérité des tarifs publics, ouverture des frontières, austérité salariale, redéploiement de l'économie vers les exportations non pétrolières, dépérissement de l'agriculture traditionnelle et promotion de l'agriculture d'exportation, accueil fraternel aux capitaux étrangers.

Tout le monde au Mexique sait qu'un tel programme est parfaitement bidon. Pour s'en rendre compte, il suffit de poser quelques questions : comment fait-on pour augmenter la production et la compétitivité dans un pays où les salaires réels sont bloqués durablement, la croissance freinée et l'investissement au point mort ? Comment peut-on espérer jeter les bases d'une industrie nationale dans les secteurs de pointe, au moment même où l'on supprime les instruments de protection de cette industrie et où l'on entre au GATT, pour bien symboliser cette volonté politique ? Que va-t-on vendre sur un marché mondial où la concurrence se fait à couteau tiré et quand on vend à 70 % aux Etats-Unis, tentés par le protectionnisme et menacés par une prochaine récession ? Quelle baguette magique va réorienter la production industrielle des branches traditionnelles – qui ont relativement mieux résisté à la crise actuelle – vers les branches modernes pour lesquelles le Mexique compte un retard notable, y compris dans certains cas par rapport à des pays comme le Brésil ou l'Argentine ?

Poser ces questions, c'est y répondre et conclure à la non-viabilité du projet affiché par le gouvernement mexicain. Au dispositif ci-dessus, il manque la pièce centrale qui donne cohérence et crédibilité à l'ensemble et qui est la perspective d'intégration accrue de l'économie mexicaine avec celle des USA, comme l'a bien

L'échiquier politique mexicain

★ Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) est le parti au pouvoir qui organise également les syndicats ouvriers et paysans officiels. Il dispose de partis croupions : à sa « droite », le Parti authentique de la révolution mexicaine (PARM), à sa « gauche » le Parti populaire socialiste (PPS), résidu stalinoïde du parti de Vicente Lombardo Toledano, et le Parti socialiste des travailleurs (PST) dont l'activité relève du gangstérisme politique.

★ Le Parti d'action nationale (PAN) représente l'opposition de droite propatronale, soutenu par les secteurs réactionnaires de l'Eglise, etc. Il sert de repoussoir aux critiques du PRI. Le Parti démocrate mexicain (PDM) représente la droite fascisante.

★ La gauche indépendante représentée au Parlement est composée de trois partis. Le Parti socialiste unifié du Mexique (PSUM) provient de la fusion du PC avec divers courants stalino-réformistes. Le Parti mexicain des travailleurs (PMT) est une sorte de PSU radical et d'orientation ultra-nationaliste. Le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) est la section mexicaine de la IV[e] Internationale. Ces trois partis ont respectivement 12, 6 et 6 députés.

A titre indicatif, voici les résultats des dernières élections (juillet 1985) :

PRI : 60,07 %	PAN : 15,48 %	PSUM : 3,29 %
PARM : 2,27 %	PDM : 2,77 %	PMT : 1,59 %
PST : 3,24 %		PRT : 1,58 %
PPS : 2,41 %		

montré Adolfo Gilly [11]. Plutôt qu'une expansion à la coréenne, supposant la création d'un potentiel autonome d'exportations, l'avenir du Mexique serait de constituer, de manière encore plus systématique qu'aujourd'hui, une sorte d'immense arrière-pays pour les Etats-Unis, fonctionnant selon la logique stricte des avantages comparatifs, bref limitant durablement l'industrie mexicaine à une spécialisation de « bas de gamme ».

Dans ce schéma, le Mexique mettrait en valeur ses « richesses » propres : pétrole, minerais, productions agricoles rentables, produits de la pêche, tourisme, main-d'œuvre bon marché (la force de travail est sans doute la seule marchandise vraiment compétitive que peut offrir le Mexique) et mobilisable là où l'on a besoin d'elle, enfin développement d'une industrie de technologie moyenne de plus en plus dépendante de l'approvisionnement en biens d'équipements... Les Etats du nord du pays seraient évidemment les premiers concernés par ce processus d'imbrication économique, commerciale et culturelle, déjà largement entamé. Dans le même temps, s'approfondirait la « dollarisation » de l'économie, autrement dit l'intégration monétaire entre les deux pays : un projet de loi autorisant l'ouverture de comptes locaux en dollars circule actuellement.

Cependant, disposer d'un projet cohérent ne signifie pas qu'il va réussir. Et il est même probable que celui de la bourgeoisie mexicaine sera emporté par la prochaine récession aux Etats-Unis. Mais si l'analyse qui précède est correcte, alors elle comporte deux implications importantes :

◇ Il ne faut pas attendre de cette bourgeoisie une politique d'affrontement résolu avec l'impérialisme, sur la base des intérêts du peuple mexicain.

◇ Il faut comprendre que le maintien du salaire réel à son niveau actuel – à peu près incompressible – constitue la pièce centrale d'une politique de classe suffisamment transparente : dette ou pas, l'austérité est là pour durer.

Le corollaire de ces deux propositions est que le gouvernement va chercher à récupérer la mobilisation qui se dessine autour des revendications salariales, pour s'en servir d'argument de négociation avec le FMI, puis capitaliser à son compte les fruits politiques de ce qui apparaîtrait comme une victoire de la nation mexicaine contre l'impérialisme. Quoi qu'il en soit, la réussite du projet dépend à terme de la capacité du PRI à stabiliser son système de domination selon des formes en correspondance avec la réorientation économique qu'il suppose. Or, cela nécessite une mutation profonde de ce système, dont rien ne vient garantir la réussite.

Vers la fin du système PRI ?

Le système de domination du PRI ne fonctionne pas seulement à l'idéologie nationaliste-révolutionnaire (institutionnelle !) : il repose sur des bases matérielles qui, toutes, sont en train de s'effriter à grande vitesse.

Le socle fondamental est sans doute le contrôle des campagnes, certes constamment remis en cause par les mouvements paysans, mais chaque fois reconstruit en lâchant du lest quand il le faut, en utilisant la répression quand cela devient nécessaire. La possibilité d'un tel contrôle reposait sur les avantages matériels effectivement offerts par le PRI et habilement capitalisés par ses représentants locaux présents dans le village le plus reculé. Prix de garantie agricoles dans les bonnes années,

redistributions limitées mais réelles de la terre, construction de routes, approvisionnement en eau, écoles : la situation s'est réellement transformée dans les campagnes avec, il est vrai, d'énormes disparités régionales. En tout cas, aujourd'hui, le PRI n'a plus de « grain à moudre » et les orientations de la politique agricole impliquent le lâchage des petits producteurs traditionnels au profit de ceux qui ont pris le tournant et reconstituent, sous des formes contournant les dispositions de la Constitution, des exploitations de grande taille consacrées aux cultures d'exportation.

Pour des raisons analogues, qui renvoient à la nécessité de l'austérité salariale, les conditions de vie des travailleurs se dégradent sous tous leurs aspects : baisse du pouvoir d'achat, réduction des prestations sociales, des avantages en nature offerts par les entreprises, dégradation des logements, des transports, des services publics... Le résultat est que les liens entre les travailleurs et le syndicalisme officiel se distendent, ce dernier n'ayant plus rien à leur offrir. La manière dont le 1er Mai dernier le pouvoir a provoqué et chargé le cortège des syndicalistes indépendants, afin de les empêcher de se joindre au cortège officiel, est à cet égard symptomatique. Une grève réussie dans la sidérurgie au mois d'août dernier, une manifestation massive contre l'austérité salariale et le paiement de la dette, le 29 janvier, constituent les signes annonciateurs d'une nouvelle période de mobilisation des travailleurs.

Les tremblements de terre, même si l'extraordinaire mobilisation des premières semaines est en partie retombée, laissent des traces indélébiles. D'abord une perte de confiance massive et brutale vis-à-vis du gouvernement, au cours de cette dramatique leçon de choses. Ensuite, dans les quartiers les plus touchés, l'auto-organisation se consolide, tandis que, malgré de nombreuses tentatives de récupération, le PRI reste totalement déconsidéré dans ces quartiers. Son incapacité systématique à traiter

Dossier

les immenses problèmes d'une ville comme Mexico – d'approvisionnement en eau, en gaz, de logement, de transports, de santé et de pollution – ouvre autant de perspectives au mouvement urbain populaire.

Cependant, si la capacité d'absorption du système est très largement entamée, il faut se garder de surestimer la vitesse de l'effritement du régime : la prise de conscience subjective de ce nouvel état de fait mettra sans doute du temps à devenir majoritaire au sein des masses. Ce décalage entre l'épuisement objectif de la domination du PRI et le dégagement d'une alternative populaire constitue la clé de la conjoncture politique mexicaine.

Sans entrer dans le détail de la vie politique mexicaine au jour le jour, il faut souligner le paradoxe qui fait que c'est un parti de droite, le PAN, qui réussit, notamment dans les Etats du Nord, à polariser autour de lui le mécontentement populaire. En même temps, il est clair que son programme ne se distingue en rien de celui qui, au-delà de proclamations idéologiques fumeuses, est appliqué actuellement par le PRI.

La course de vitesse est donc ouverte entre un processus irréversible de désagrégation du système social PRI et l'émergence d'une alternative socialiste crédible. Les partis de la gauche indépendante se trouvent confrontés à ce défi de l'unité et de la recomposition du mouvement ouvrier, sur la base de l'indépendance de classe la plus stricte.

---

1. Margarita Montes Parra, « La crise agricole au Mexique », *Quatrième Internationale*, juillet-août-septembre 1980.
2. Jose I. Casar, « Ciclos economicos en la Industria y Sustitución de Importaciones », *Economia Mexicana* n° 4, Mexico, 1983.
3. Fernando Fajnzylber, « La Industrialización trunca de America Latina », éditorial *Nueva Imagen*, Mexico, 1985.
4. Pierre Salama, *le Procès de sous-développement*, Maspero, 1976.
5. William W. Murdoch, *The Poverty of Nations. The Political Economy of Hunger and Population*, The John Hopkins University Press, 1980.
6. Enrique Hernandez Laos, *La Productividad y el Desarrollo industrial en Mexico*, Fondo de Cultura Economica, Mexico, 1985.
7. Sigrid Grosskopf, *l'Alliance ouvrière et paysanne en URSS*, Maspero, 1976.
8. Armando Bartra, *Los Herederos de Zapata*, Ediciones Era, Mexico, 1985.
9. Jose Luis Fernandez Santisteban, « Causas et Perspectivas de la Deuda externa en Mexico », Economia Mexicana n° 6, CIDE, Mexico, 1985.
10. Rolando Cordera y Carlos Tello, *Mexico, la Disputa por la Nación*, Siglo XXI, 1981.
11. Adolfo Gilly, « La Modernización del Capitalismo mexicano », *Nexos* n° 43, janvier 1986.

Rosario Ibarra, prix Nobel de la paix 1986 ?

Un comité d'intellectuels et d'artistes vient de proposer Rosario Ibarra, présidente du Front national contre la répression (FNCR), candidate à la présidence aux élections de 1982 et députée au Parlement mexicain sur la liste du PRT, comme prix Nobel de la paix 1986.

Depuis la disparition de son fils Jesus en avril 1975, la vie de Rosario a été une lutte incessante pour que la clarté soit faite sur le sort des disparus et, de manière générale, pour la défense des exploités et opprimés.

Sa candidature est en soi un succès, et son élection permettrait de poser largement le problème des disparus et prisonniers politiques au Mexique et ailleurs.

Le Mundial 1986 devrait être l'occasion d'une large campagne de solidarité internationale autour de cette candidature, afin de faire tomber le masque démocratique du régime mexicain.

Lors d'une récente manifestation, deux des mots d'ordre les plus repris étaient :

No queremos goles, queremos frijoles (Nous ne voulons pas des buts, nous voulons des haricots).

MMH : miseria, muerte y hambre (MMH : misère, mort et faim ; MMH sont les initiales de l'actuel président, Miguel de La Madrid Hurtado).

Il y a vingt ans, la JCR

Antoine ARTOUS

C'EST en avril 1966 que cent vingt délégués fondent la *Jeunesse communiste révolutionnaire*, l'ancêtre de la *Ligue communiste* qui, elle, verra le jour en mars 1969. La quasi-totalité des militants de la JCR vient de l'*Union des étudiants communistes*, quelques-uns des *Jeunesses communistes* ou des *Jeunesses socialistes unifiées* (PSU). En fait, la rupture s'est faite en septembre 1965, lorsque la direction du PCF décide de se rallier à la candidature de Mitterrand [1] à l'élection présidentielle. Et ce, sans que soit négocié un programme commun, alors que telle était la condition mise, quelque temps auparavant, par le XVI[e] Congrès du parti.

Depuis plusieurs mois, la crise de l'UEC arrive à son terme. L'appareil du parti s'est lancé dans une reprise en main qu'il veut complète. Par ailleurs, les militants de « gauche » sentent bien que la situation se fait de plus en plus intenable. S'ils veulent répondre aux courants de radicalisation qui se manifestent dans la jeunesse (surtout étudiante), ils doivent se lancer dans la construction d'une organisation indépendante.

La crise de l'UEC vient de loin. Elle s'inscrit dans un processus de différenciations importantes au sein du mouvement ouvrier français dans les années soixante : crise de la SFIO, création du PSU, évolution de la CFTC qui va devenir CFDT. Le PCF, lui, ne semble pas bouger : mini-crise avec des intellectuels en 1956 lors des événements de Hongrie, remous sans lendemain dans la direction lors de l'affaire Servin-Casanova [2]. Rien qui paraisse comme important.

La crise de l'UEC

Les problèmes se cristallisent essentiellement au sein de l'UEC qui est alors la plus importante organisation politique – et de loin – en milieu étudiant. L'UEC a été fondée en 1956. Auparavant, les étudiants adhéraient directement au parti. Mais ils étaient un des ferments de la contestation. La création de l'UEC ne règle rien : sa direction s'implique dans le soutien à Servin et Casanova.

Tout commence à basculer réellement en 1962. Le secteur le plus puissant de l'UEC, le secteur Lettres de Paris (Sorbonne), animé par la « gauche », lance le *Front universitaire antifasciste* (FUA) qui mobilise contre la guerre d'Algérie sur des positions plus radicales que celles du parti et oblige rapidement, au quartier Latin, les fascistes à raser les murs. Alain Krivine est l'un des principaux dirigeants de ce front.

La direction de l'UEC, d'abord hostile, appuie le FUA tout en prenant des positions politiques alors appelées « italiennes [3] ». Elle promet une totale liberté de discussion au sein de l'organisation étudiante et, sur cette base, est très largement réélue au VI[e] Congrès (1963). Un processus irréversible s'engage alors. Tous les courants qui se réclament de la tradition communiste s'expriment : depuis les maoïstes staliniens, les maoïstes plus subtils, les « italiens », les différents courants qui se réclament de l'opposition de gauche au stalinisme et du marxisme-révolutionnaire...

La recomposition du mouvement ouvrier dans les années 60-68

Par son dynamisme, l'UEC polarise la grosse majorité des militants de gauche et commence à avoir un impact qui dépasse la stricte sphère étudiante. *Clarté*, son journal, tranche par son ouverture avec le reste de la presse communiste. Les textes des différents courants en présence y sont même publiés pour la préparation des congrès ! Pour la direction du parti, la chose ne peut durer : elle envoie Roland Leroy aider à la structuration de la fraction orthodoxe, Guy Hermier (actuellement membre du BP du PCF) en est l'un des dirigeants.

Inquiet de la progression de la « gauche », la direction « italienne », qui perd de plus en plus d'influence, passe un accord avec la fraction Leroy lors du congrès de 1964. Pour elle, c'est le début de la fin : elle garde encore quelque temps le secrétariat, mais la normalisation est en route. La crise de l'UEC va produire la majorité des différents courants et « groupuscules » qui vont jouer le rôle que l'on sait en 1968. L'UEC, elle, ne s'en remettra pas...

1. Rappelons que Mitterrand n'est pas alors le secrétaire général du Parti socialiste, mais dirige la *Convention des institutions républicaines* qui vient d'impulser la *Fédération de la gauche démocratique et socialiste* regroupant la *SFIO*, les *Radicaux*, la *CIR* et divers clubs.

2. Dirigeants du PC qui veulent faire évoluer le parti, « à l'italienne », et seront éliminés par Thorez.

3. En référence à l'évolution du PC italien qui, sous la direction de Togliatti, prend des positions qu'on pourrait caractériser comme « eurocommunistes » avant date, et connaît une certaine libéralisation du régime interne permettant un débat entre différents courants.

Un des paradoxes de l'époque est que la crise qui traverse l'UEC se déroule de façon parallèle à ce qui se passe au sein du PSU et de la CFTC [4], sans que des liens directs, importants, s'établissent entre ces deux processus. Résultat des différences sociales entre ces courants ? Certes, contrairement à l'UEC, la « nouvelle gauche » a des racines ouvrières. Mais l'essentiel est ailleurs.

Les différentes images que le PSU se donnait de lui-même ne peuvent faire oublier que, de façon dominante, ce parti se situait dans le camp de la gauche non communiste et du réformisme. Existe en son sein une volonté « moderniste » qui, d'ailleurs, entre souvent en résonance avec la radicalisation de couches ouvrières chrétiennes dans lesquelles le PSU a une implantation. Elle est à l'origine de la « nouvelle classe ouvrière », de la nécessité de l'élaboration de « contre-plans », de la conquête progressive des « centres de décision ».

L'opposition principale à ce « révisionnisme » provient d'un courant animé par Jean Poperen. *« Cadre politique formé à l'école stalinienne* [qui défend] *à la fois un minimum de principes marxistes et l'unité à tout prix avec la SFIO et le PCF.* [Sa base] *est très attachée à l'école laïque et aux souvenirs du Front populaire* [5]. »

Dans l'UEC, les déterminations politiques et idéologiques sont très différentes. Elles sont, en quelque sorte, le produit direct de la crise du « mouvement communiste international » sous l'effet, entre autres, de la révolution cubaine et de la polémique sino-soviétique. La « droite italienne », nous l'avons vu, s'isole rapidement. Les divers autres courants critiques (maoïstes, marxistes-révolutionnaires) ont un angle d'attaque bien particulier : restaurer une politique révolutionnaire, se réclamer d'une tradition léniniste évacuée par la direction du parti.

On aurait tort de voir là une démarche essentiellement explicable par la radicalisation de « couches intellectuelles ». Ce facteur joue. Mais il y a surtout comme l'écho des processus en cours dans le tiers monde. La Chine polémique contre le « révisionnisme », rappelle la nécessité de détruire l'Etat bourgeois, dénonce la coexistence pacifique. Les Cubains ont critiqué le réformisme des PC latino-américains.

Il a bien existé au sein du PSU une tendance « socialiste-révolutionnaire », animée principalement par d'anciens militants de la IV[e] Internationale, chez laquelle on retrouve une thématique commune à celle des marxistes-révolutionnaires de l'UEC. Mais elle ne dépasse pas, dans ses heures de gloire, les 10 % (en 1963) ; elle s'effiloche et, dans les années qui précèdent 1968, elle n'est plus qu'un souvenir. La jonction ne se fait donc pas. Quoi qu'il en soit, comme l'écrivent en 1972 des militants qui quittent le PSU pour rejoindre la Ligue : *« Le bouillonnement de l'Union des étudiants communistes apparaissait alors loin des préoccupations des masses. Pourtant, c'est ce débat-là qui était porteur de l'émergence des principales orientations qui existent aujourd'hui à la gauche du PCF* [6]. »

Les courants qui, dans l'UEC, se réclament du marxisme-révolutionnaire sont divers. Le plus important est celui qui dirige le secteur Lettres Sorbonne. S'est mise en place en son sein une « fraction », dirigée principalement par des militants de la IV[e] Internationale, qui développe une politique « entriste ». Mais certains de ses animateurs et la plupart de ses membres ne sont pas membres de la IV[e] Internationale. Lorsque la décision est prise de créer une organisation indépendante, un débat a lieu au sein du Parti communiste internationaliste (section française de la IV[e] Internationale) sur la question de savoir s'il faut créer une *Jeunesse communiste internationaliste* (JCI), explicitement liée à la IV[e] Internationale, ou une *Jeunesse communiste révolutionnaire* (JCR). Une JCR, cela veut dire une organisation qui, tout en reprenant les grands axes du programme marxiste-révolutionnaire, ne se réclame pas directement de la IV[e] Internationale. Ce débat n'est pas formel. Dans la « fraction », comme dans la JCR, des militants et dirigeants ne sont pas d'accord pour adhérer à la IV[e] Internationale.

Une organisation « trotsko-guévariste »

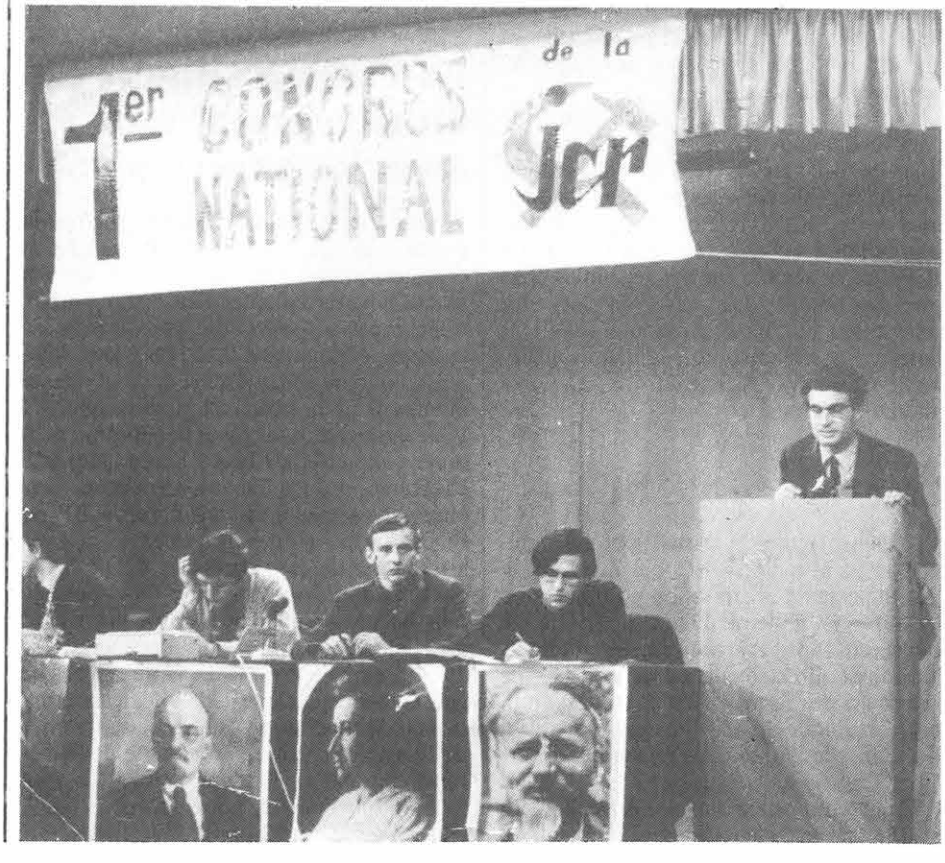
Les raisons sont différentes, mais elles ont toutes un point commun : l'appréciation selon laquelle la IV[e] Internationale a eu une utilité dans la transmission d'« acquis programmatiques », mais n'est pas le cadre organisé permettant de construire une force révolutionnaire en rapport avec les « nouvelles avant-gardes » qui se dégagent dans le monde. D'autant que le PCI, pratiquant l'« entrisme », est perçu comme une « super-fraction » un peu mystérieuse. Son existence est davantage celle d'un « courant idéologique » produisant des analyses que celle d'une réelle organisation qui, par ses activités, polarise une activité militante.

La création d'une JCI aurait certainement entraîné des ruptures. La JCR va permettre une expérience commune qui aboutira finalement à la création de la Ligue comme section de la IV[e] Internationale. Ce choix fut visiblement le bon. Il relève, soulignons-le, beaucoup plus que d'une simple attitude « pédagogique » vis-à-vis de certains militants, c'est le signe d'une volonté d'établir un certain type de rapports avec les courants de radicalisation.

A l'époque, on caractérise souvent la JCR comme *« trotsko-guévariste »* car elle se réclame explicitement de l'expérience de la révolution cubaine et popularise, comme la IV[e] Internationale, certaines positions du « Che ». Il ne s'agit pas ici de rappeler l'ensemble des orientations de la direction cubaine qui justifie une telle attitude, mais seulement de souligner un élément très important.

L'émergence de nouvelles générations de militants révolutionnaires ne peut se faire par une simple adhésion « idéologique » à un programme. Il faut aussi une sorte d'« identification » à un processus socio-politique. C'est une nécessité d'autant plus forte que, comme nous l'avons vu, il n'existe pas en France un courant révolutionnaire un minimum implanté, porteur dans sa pratique, et pas seulement dans ses textes, d'une tradition révolutionnaire.

Cuba, pour certains, la Chine, pour d'autres, le Vietnam, pour la plupart, occupent en conséquence une place importante



non seulement dans la « prise de conscience », mais dans le travail politique de réflexion et d'élaboration visant à actualiser le projet révolutionnaire. A cette époque, les militants de la JCR suivent souvent plus en détail l'évolution de la guerre au Vietnam, ou les débats entre les différents courants politiques latino-américains, que l'évolution concrète du mouvement ouvrier européen.

« Créer deux, trois, plusieurs Berlin »

Durant l'année scolaire 1966-1967, la JCR centre ses efforts sur le soutien à la révolution vietnamienne. En lien avec de nombreuses personnalités de gauche et d'extrême gauche, elle impulse, pendant l'été 1966, le *Comité Vietnam national* (CVN), des comités de base se créent, surtout dans les facultés et les lycées. Ce choix découle directement de l'analyse de la portée de l'épreuve de force qui se joue en Indochine. L'expérience montre, dans de nombreux pays, que la mobilisation déborde largement les partis traditionnels.

Le CVN marque des points par rapport au PCF. Il se bat pour la *« victoire de la révolution vietnamienne »*, et pas seulement sur le thème de *« la paix au Vietnam »*. Il organise avec succès des meetings-rassemblements d'un style nouveau (« Six heures pour le Vietnam »). Apparaissant dans les manifestations sous ses propres banderoles, il concurrence les cortèges des réformistes.

Au niveau européen, la JCR coordonne ses activités avec d'autres organisations en rupture avec le stalinisme ou la social-démocratie (dans lesquelles les militants de la IV[e] Internationale jouent parfois un rôle). Le 15 octobre 1966, sous l'impulsion des *Jeunes Gardes socialistes* de Belgique, cinq mille jeunes se retrouvent pour soutenir la révolution vietnamienne. En février 1968, c'est une manifestation internationale qui a lieu à Berlin : la JCR parisienne y envoie une importante délégation.

Il s'agit d'agir en commun – et d'établir des liens – avec de nombreuses organisations étudiantes qui, rompant avec la routine des cortèges réformistes, ont remis à l'ordre du jour des manifestations combatives, se heurtant si nécessaire avec la police. L'exemple existe au Japon avec les étudiants de la *Zengakuren*. Mais aussi en Italie et surtout en Allemagne au travers du *SDS*, organisation étudiante de la social-démocratie sur laquelle le parti n'a plus de contrôle depuis les années soixante.

La JCR a de très bons rapports avec son principal dirigeant, Rudi Dutschke, qui, suite à une campagne de presse haineuse menée par le trust Springer (le Hersant allemand), est victime, en avril 1968, d'un attentat qui le laisse entre la vie et la mort et le diminuera considérablement. A Berlin, les étudiants, rejoints par de nombreux jeunes travailleurs, ripostent par une nuit d'émeute : incendies, barricades, combats avec les flics.

La JCR est bien décidée à introduire dans le mouvement étudiant français les formes de lutte radicales qui se développent dans des pays comme l'Allemagne et l'Italie. L'éditorial de son journal, *Avant-garde jeunesse*, qui sort début mai, titre : *« Créer deux, trois, plusieurs Berlin, voilà le mot d'ordre. »*

« Les travailleurs français ne comprendraient pas. »

En effet, au cours du premier trimestre de l'année scolaire 1967-1968, la situation s'accélère dans les facultés. Des signes de mobilisation apparaissent : une manifestation de rentrée regroupe cinq mille personnes à Paris, à l'appel de l'UNEF, contre le plan Fouchet. En décembre, ce sont dix mille étudiants qui sont en grève à Nanterre. Les premiers comités d'actions lycéens (CAL) apparaissent, impulsés surtout par des militants de la JCR à partir des comités Vietnam. Au printemps 1968, l'agitation universitaire reprend. Depuis la rentrée, d'ailleurs, les militants de la JCR se sont investis sur ce terrain de lutte.

Ce renouveau de la radicalisation étudiante n'est pas un hasard, la situation a considérablement évolué depuis le creux de la vague qu'a connu le mouvement ouvrier avec l'arrivée de De Gaulle au pouvoir. A l'élection présidentielle, Mitterrand, pour la première fois, met de Gaulle en ballotage. Les législatives de 1967 voient la gauche friser la majorité absolue (49,5 %). Le 10 janvier 1966 est signé le premier accord entre la CGT et la CFDT qui vient d'abandonner ses références confessionnelles.

Les journées de grève connaissent une forte poussée, tandis qu'une perspective politique se dégage au sein de la gauche traditionnelle. Les formes de lutte qui apparaissent témoignent de la matière explosive qui s'accumule : Rhodiacéta à Besançon (février 1967), Le Mans (octobre 1967), la Saviem à Caen (janvier 1967), Redon. Autant de grèves et de mobilisations qui voient de nombreux heurts avec les flics et, la plupart du temps, un débordement des directions syndicales, en particulier par les jeunes ouvriers.

Dire que la JCR prévoit Mai 68 serait bien prétentieux. Par contre, la lecture de son journal en février-mars 1968 permet de se rendre compte de l'importance qu'elle attache à ces phénomènes. Un article polémique contre les dirigeants syndicaux qui expliquent que *« les masses ne sont pas mûres »* et se lamentent sur le fait que les journées d'action ne sont pas suivies : *« Il faut être aveugle pour ne pas voir, à côté des grands appels sans réponse, tous les mouvements sectoriels et locaux sporadiques et violents, déclenchés un peu partout : Le Mans, Mulhouse, Nantes, Caen, ne sont pas des accidents. Ils sont les symptômes les plus nets d'un mouvement national, profond, diffus et qui se cherche. »*

Dans la presse de cette époque, y compris la presse ouvrière et révolutionnaire, cette appréciation est très peu présente. Le 3 mai 1968, *Voix ouvrière*, l'ancêtre de *Lutte ouvrière*, écrit : *« Les travailleurs fran-*

---

4. Pour une description de ces processus, voir *Critique communiste* n° 44, Pierre Rème : « Aspects de la réorganisation du mouvement ouvrier, 1953-1958 ».

5. *Un bilan du PSU*, Kergoat, Leucate, Vessilier, brochure de 1972.

6. *Op. cit.* Une remarque à propos de l'article de Rème dans *Critique communiste* n° 44. Cet article décrit l'évolution de la CFTC et la création du PSU pour conclure qu'avant 1968, *« la recomposition en cours dans le mouvement ouvrier n'avait pas débouché sur la structuration d'une force politique à la hauteur d'une telle situation »*. La remarque, dans sa généralité, est vraie. Mais l'article ne disant pas un mot des courants produits par la crise de l'UEC (sans forcément les analyser, ce qui n'est pas son objet), la vision donnée sur les conditions d'émergence *« d'une force politique à la hauteur »*, et de ce qu'il était alors possible de faire, est totalement unilatérale.

1967 : la JCR au rassemblement de Berlin.

çais ne comprendraient certainement pas que les étudiants français, même s'ils se réclament de la classe ouvrière, déclenchent des bagarres dans le simple but d'imiter les étudiants allemands. » Le même jour commencent, au quartier Latin, des affrontements qui vont déboucher (les 10 et 11 mai) sur la « nuit des barricades »... Si la JCR pousse dans ce sens, ce n'est pas par mimétisme par rapport aux « Allemands », mais en fonction d'une analyse de la situation politique et sociale.

Contre le « populisme » de l'UJCml...

Contrairement à ce que l'on a parfois raconté, les théories de Marcuse sur *« l'intégration »* de la classe ouvrière et le rôle de *« nouveau sujet révolutionnaire »* de couches comme les étudiants, ont peu d'influence dans les facultés. Par contre, sur la fonction que peut occuper, dans la conjoncture, le mouvement étudiant par rapport à la classe ouvrière, le débat fait rage entre les différents courants, que *l'Humanité* commence à dénoncer comme des *« groupuscules gauchistes »*. La JCR défend une position particulière qui s'oppose aussi bien à celle de l'UJCml qu'à celle de l'OCI.

L'Union des jeunesses communistes (marxistes-léninistes) a une histoire particulière. Au moment où la gauche de l'UEC mène ses batailles politiques et où le secteur Lettres Sorbonne se fait exclure, existe un courant animé principalement par des étudiants des « grandes écoles » qui se limite à des débats sur la théorie. Il soutient Althusser dans sa polémique contre Garaudy à propos de *« l'humanisme marxiste »*. Mais rapidement, peu de temps après la fondation de la JCR, il quitte l'UEC pour créer l'UJCml.

Dans un premier temps, cette organisation s'en tient à un travail de relecture des textes de Marx, de Lénine, de Mao, au travers d'écoles de formation ou de la publication des *Cahiers marxistes-léninistes* que le cercle de l'Ecole normale supérieure de l'UEC avait commencé à publier. Si l'UJCml, lors de son lancement, regroupait moins de monde que la JCR, son influence est réelle.

Soudainement, sa direction tourne radicalement, rejette *« l'intellectualisme »* d'Althusser pour découvrir le président Mao. Les idées justes ne viennent plus d'un travail — un tantinet universitaire — sur les textes, mais des masses seules. L'UJCml s'oriente alors vers un ouvriérisme et un populisme effréné : le milieu étudiant est qualifié de *« petit-bourgeois »*, un mouvement comme le *« 22 mars »* de *« réactionnaire »*. Les maoïstes doivent quitter les facultés et aller *« servir le peuple »*.

Ils organisent un mouvement d'embauche dans les entreprises et développent une ligne d'opposition combative dans la CGT visant à regrouper *« les syndicalistes prolétariens »* contre *« les bonzes »*. Ils obtiennent d'ailleurs des succès qui, à l'échelle des « groupuscules » de l'époque, sont loin d'être négligeables. Mais leurs multiples erreurs d'orientation vont les mener de crise en crise.

C'est au nom des textes écrits, au début du siècle, par Lénine contre les *« populistes »* et les *« économistes »* russes, que polémique la JCR. Ainsi, le numéro de mai 1968 d'*Avant-garde jeunesse* écrit : *« Déjà, en 1902, des gens étaient apparus qui, disait Lénine, "se mettaient à genoux pour contempler religieusement le postérieur du prolétariat russe". Gageons que nos mandarins en mal de prolétaires, ne trouveront pas, après quarante ans de stalinisme, le postérieur du prolétariat français plus reluisant que celui de son homologue slave. »*

Il est en effet illusoire de croire qu'il est possible de retrouver dans chaque travailleur isolé, atomisé, dominé par les réformistes, une espèce de conscience de classe révolutionnaire qu'il suffirait d'écouter. Pour se déployer réellement, la lutte de classe doit être une lutte politique qui ne peut se réduire aux conflits entre l'ouvrier et le patron.

C'est pourquoi, dans la conjoncture, la tâche des organisations révolutionnaires — essentiellement implantées dans les facultés — n'est pas d'envoyer les étudiants vers les usines, mais de se servir du mouvement étudiant comme instrument politique.

... et « le parasitisme politique » de l'OCI...

Avec l'OCI, plus exactement sa branche étudiante, la *Fédération des étudiants révolutionnaires* (FER), les débats sont tout autres. Ses militants sont sans conteste de meilleurs spécialistes de l'étude du « front unique ouvrier » que ceux de la JCR. Mais ils en font la couverture d'une politique des plus opportunistes. Politique qui, de fait, soumet les capacités d'initiative du mouvement étudiant à la politique des appareils traditionnels de la classe ouvrière.

Ces militants se sont, en effet, spécialisés, notamment au travers des positions qu'ils ont grignotées dans l'UNEF à la faveur de sa crise, dans les appels *« aux directions majoritaires »* des travailleurs afin qu'elles organisent des manifestations contre la politique du pouvoir. *« Et si la réponse (souvent prévisible) était non, on dénonçait les bureaucrates. Sur la base de ces dénonciations successives, il est toujours possible de recruter quelques mécontents ou aigris, c'est-à-dire de se nourrir des queues et reliquats des luttes d'autrui »*, explique *Avant-garde jeunesse*, qui qualifie cette orientation de *« parasitisme »*. En effet sa fonction n'est pas de fournir des perspectives de mobilisation aux mouvements de masse, mais de *« mettre au pied du mur »* les directions réformistes.

Dans la pratique, cette orientation s'opposera, durant les semaines qui vont précéder Mai 68, au développement des initiatives propres du mouvement étudiant. En particulier sur les questions de l'affrontement avec la police qui, dans le contexte, nous l'avons dit, sont la très politique traduction d'une volonté d'en découdre avec le régime gaulliste. Tout cela finira comme il était prévisible.

La « nuit des barricades », celle qui fit basculer la France dans la grève générale, la FER organise, à côté du mouvement des masses, *« un rassemblement des jeunes révolutionnaires »* à la Mutualité. A minuit, elle en sort, drapeau rouge en tête, s'avance vers les premières barricades, appelant les étudiants à les déserter. L'appel restant sans écho, la FER repart, toujours en manifestation. L'UJCml, plus discrète, donne comme consigne à ses militants de ne pas se risquer dans cette *« boucherie »* et de se contenter de défendre, si besoin est, les *« bases rouges »* que sont les grandes écoles.

Cela n'empêche pas un dirigeant de la FER de déclarer, le 17 mai 1968, que son organisation a eu raison de vouloir éviter cette *« boucherie* [car] *seule l'unité dans la rue de centaines de milliers de jeunes travailleurs et étudiants pouvait faire céder le gouvernement. La FER, après avoir par son mot d'ordre : "500 000 travailleurs au quartier Latin", imposé cette manifestation, re-*

vendique la direction politique du mouvement étudiant[7] ».

Seul petit problème : si les directions « traditionnelles » sont obligées, le 13 mai, d'organiser dans tout le pays des manifestations massives, c'est parce que la nuit des barricades a eu lieu ! Daniel Cohn-Bendit a lancé, à 6 heures du matin, un appel explicite aux partis de gauche et aux syndicats afin qu'ils organisent, dès le lundi 13 mai, une vaste manifestation à Paris en soutien aux étudiants.

Un rapide retour en arrière s'impose.

De Nanterre à la nuit des barricades

Le 20 mars, Xavier Langlade (militant de la JCR et du CVN) est arrêté pour avoir commis quelques dépradations sur un bâtiment d'une compagnie américaine. Le 22 mars, en riposte, des étudiants de Nanterre occupent la faculté et fondent, à l'initiative de Cohn Bendit et de militants de la JCR (dont Daniel Bensaïd), le *Mouvement du 22 mars*. Face à la crise de l'UNEF, qui n'apparaît plus que comme une organisation bureaucratique, enjeu de pouvoir entre les différentes fractions politiques, ce type de mouvement cristallise la radicalisation des éléments les plus avancés. Bientôt son nom deviendra célèbre [8].

Le 3 mai, une journée anti-impérialiste est prévue à Nanterre. La veille, le Mouvement du 22 mars apprend que la faculté va être fermée : un meeting est convoqué à la Sorbonne. Tous les « groupuscules » sont là, ainsi que les services d'ordre, car les fascistes ont annoncé une attaque. Mais ce sont les flics, réquisitionnés par le recteur, qui pénètrent dans la cour et embarquent les militants.

Alors, l'imprévu se produit. Dans le quartier Latin, le bruit se répand qu'on embarque des étudiants. Une manifestation spontanée (les militants sont dans les cars de police) s'organise et, chose inédite, on voit les cars de police revenir dans la cour de la Sorbonne les vitres brisées. Visiblement, quelque chose est en train de basculer.

Le samedi 4 et le dimanche 5, la riposte s'organise au travers d'une réunion unitaire qui regroupe le Mouvement du 22 mars, la FER, le *Mouvement d'action universitaire* (MAU, tout petit groupe constitué par d'anciens de la gauche syndicale de l'UNEF), le SNESup et l'UNEF [9]. L'UJCml claque la porte dès la première séance (elle refuse de s'asseoir à la même table que des organisations trotskystes !). Les mots d'ordre mis en avant sont simples et resteront les mêmes jusqu'au 13 mai : libération des étudiants emprisonnés, arrêt des poursuites judiciaires, départ des forces de l'ordre et réouverture de la Sorbonne.

Le lundi 6 mai, une manifestation doit se tenir à Denfert-Rochereau à 18 h 30. Mais dès 9 heures, des étudiants rôdent autour du bouclage policier qui empêche l'accès à la Sorbonne. Une manifestation s'organise qui regroupe six mille personnes. Devant elle, un débat éclate entre la JCR et l'UJCml. Cette dernière appelle les étudiants à se disperser en petits cortèges pour aller dans les quartiers populaires et éviter *« une boucherie »*. La JCR explique qu'un travail de popularisation a été fait et qu'il faut, à présent, que les étudiants montrent leur détermination, qu'ils organisent leur propre riposte pour obtenir le soutien des travailleurs.

Le cortège se dirige vers le quartier Latin et tente de passer un barrage de flics. Du jamais vu : lorsque la police commence à charger, les premières lignes étudiantes, à leur tour, chargent aux pavés, obligeant plusieurs fois les forces de l'ordre à reculer. Depuis longtemps, les dirigeants de la FER ont appelé à la dispersion. Le soir, vingt à trente mille manifestants se retrouvent à Denfert-Rochereau pour se diriger à nouveau vers le quartier Latin. Les heurts sont très violents : la police n'arrive à disperser que vers 22 heures et elle a 345 blessés.

La presse rend largement compte de la manifestation et quelque chose commence à bouger chez les travailleurs : les étudiants sont des gens qui savent se mobiliser et se battre. Le cartel unitaire qui dirige le mouvement, rejoint par les CAL, décide de ne pas rééditer tout de suite des affrontements pour approfondir et élargir le mouvement. Malgré l'opposition de la FER, il décide d'organiser des manifestations quotidiennes.

Dans la nuit du 10 au 11 mai, ce sont les barricades. Le gouvernement ne cède pas, mais se trouve de plus en plus isolé. L'ensemble du mouvement ouvrier mais aussi des courants « libéraux » critiquent son attitude : il est clair qu'il est possible de passer à une étape supérieure. Après la manifestation du 10, décision est prise par le cartel d'occuper le quartier Latin jusqu'à satisfaction des revendications.

La consigne est donnée de dépaver et d'être prêt à résister aux flics. Par contre, l'idée des barricades vient d'on ne sait qui : preuve de la créativité des masses dans de telles conjonctures. Car si, militairement, ces barricades sont peu efficaces, politiquement leur fonction est redoutable. Soit le gouvernement cède, mais il le fait face à des étudiants qui semblent avoir transformé le quartier Latin en foyer insurrectionnel. Soit il envoie les flics, mais il ne peut que s'isoler un peu plus.

Toute la nuit les heurts sont très violents : les étudiants défendent les barricades avec acharnement. De nombreuses radios « périphériques » couvrent l'événement et sont largement écoutées. A 6 heures, Cohn-Bendit appelle à la dispersion et demande au mouvement ouvrier d'organiser une riposte.

Dès le samedi 11, Pompidou, rentré d'urgence d'Afghanistan, annonce que les revendications seront satisfaites. Mais il est trop tard. Mieux, la grève générale du 11 mai et les manifestations monstres qui se tiennent le 13 mai se font sur la base d'une victoire. A la fin de la journée, les étudiants, à Paris, vont occuper la Sorbonne et, le 14 mai, éclatent, sans aucune consigne syndicale, les grèves ouvrières...

Manifestation pour Rudi Dutschke en Mai 68.

---

7. Charles Berg : « Etudiants et travailleurs », *in Combat* du 17 mai 1968.

8. En mai, les comités d'action correspondront au même type d'organisation mis en place par le Mouvement du 22 mars : structures souples d'unité d'action entre différents courants, et regroupant plus largement que les seuls militants. Mais certains de ceux-ci, qui se réclament du « 22 mars », veulent à tout prix garder le sigle et refusent de se fondre dans les CA, sans pour autant se présenter comme un groupe politique à l'équivalent, par exemple, de la JCR. A partir de ce moment, le « 22 mars » perdra son originalité pour devenir simplement un courant politique parmi les autres, caractérisé par son refus des « groupuscules ».

9. Pendant toute cette époque, la direction des mobilisations est assurée de fait par un « bloc » regroupant la JCR, le 22 mars et Cohn-Bendit (très marqué par le SDS allemand), et quelques anciens dirigeants de la « gauche syndicale » de l'UNEF. L'UNEF, avec Sauvageot, le SNESup, avec Geismar, rejoignent ce « bloc », sans y jouer un réel rôle de direction, mais apportant « des sigles syndicaux » reconnus.

La vie exemplaire de Milena Jesenska

Michel LEQUENNE

LES régimes démocratiques peuvent ignorer leurs valeurs culturelles et laisser leurs meilleurs créateurs périr méconnus. Les dictatures n'ont pas cet aveuglement : que ce soit Hitler ou Staline, avec quelle justesse de coup d'œil ils ont su sélectionner les meilleures valeurs du temps qu'ils avaient sous la main et... les flanquer en camp de concentration. Ce qui frappe dans les souvenirs des camps de la mort, de Buchenwald à Karaganda et Ravensbrück à Kolyma, c'est la haute « concentration », précisément, de talents et d'énergies qu'on y broyait.

Le *Milena* de Margarete Buber-Neumann [1] en vient fournir une nouvelle démonstration. L'auteur, comme la femme dont elle a entrepris de célébrer là le souvenir, sont deux êtres d'élite et, dans leur conjonction dans un camp de la mort, très représentatifs de ce qu'ont détruit les deux systèmes, les plus effroyables qu'il a appartenu à notre XX[e] siècle de doter l'humanité.

L'histoire personnelle de Margarete Buber-Neumann est en soi une dénonciation totale de Staline et du stalinisme. Elle a été l'épouse de Heinz Neumann, dirigeant du PC allemand dans la période « gauchiste » zinoviéviste, marquée par la révolution avortée de 1923, et qui devint plus tard rédacteur en chef de *Die Rote Fahne* et député au Reichstag. Pas de penchant au « trotskysme » chez ce communiste, bien qu'après le cours aventuriste de la « Troisième Période », il soit passé à une ligne de lutte antifasciste qui se gardait de tomber dans la monstrueuse mise en parallèle des nazis et des sociaux-démocrates. C'est qu'entre-temps Heinz Neumann avait été, en Chine, un de ces envoyés du Komintern qui avaient, sur ordre de Staline, répété à Canton l'aventure allemande de 1923, en une insurrection désespérée que Malraux a popularisée dans *la Condition humaine.* Il était donc de ces acteurs-témoins qui, une fois réfugiés à Moscou, tiraient entre eux des leçons dont Staline craignait tout. Une autocritique en 1934 ne pouvait pas le tirer d'affaire, mais au contraire n'était que l'étape ordinaire vers la purge. Quand le « petit père des peuples », en 1937, acheva sa liquidation du Parti bolchevik, en passant de la déportation et de la mort de ses réels opposants, vrais ou pseudo-trotskystes, à celles de ses anciens partisans, mais sincères communistes, qui avaient commis l'erreur de le croire le meilleur et le plus radical des dirigeants révolutionnaires, Heinz Neumann fait partie de ceux qui devaient disparaître et il fut des premiers exécutés.

Etre la femme d'un tel homme, c'était déjà en soi une culpabilité. Margarete se retrouve en camp de concentration en Sibérie [2].

Mais en tant qu'allemande, il lui était réservé un supplément d'enfer. En prime et garantie de bonne foi du pacte germano-soviétique d'août 1939, Staline va livrer à Hitler les communistes allemands qui sont venus se réfugier dans la « patrie socialiste ». C'est ainsi que Margarete Buber-Neumann se retrouve en 1940 au camp de Ravensbrück, dont elle aura la rare chance de réussir à sortir vivante en 1945.

C'est là que, quelques mois plus tard, elle rencontrera Milena Jesenska, et qu'entre les deux prisonnières se nouera instantanément une amitié passionnée, *« protestation ouverte contre l'avilissement que nous subissions »*, dont la mort de Milena, en 1944, ne fera que clore un chapitre, Margarete la transmutant en énergie de combat pour les plus hautes valeurs humaines. Si la recherche surréaliste de mythes modernes a un sens, les valeurs mises en le nom de Milena sont, de ces mythes, le plus nécessaire.

Milena Jesenska est une femme très différente de Margarete Buber-Neumann et, pour que son parcours ait abouti aussi au camp de Ravensbrück, il a fallu l'implacable, féroce et absurde logique de notre siècle.

Dans un de ses derniers articles, *« Adieu à Jules Romains »*, article au plus haut point politique écrit sous forme de lettre ouverte le 1[er] février 1939, elle dit encore : *« Je ne suis pas une tête politique. »* Ce n'est certes pas qu'elle sous-estimait sa lucidité ni qu'elle ait jamais agi en dilettante, mais, à coup sûr, née jeune bourgeoise de Prague, tôt émancipée, avide de vie et hyper-sensible, c'est essentiellement vers l'expression littéraire et artistique qu'elle se sentait poussée, et son attention tournée vers le concret familier en même temps que vers la capture des éphémères saveurs du temps et des sentiments. Et surtout, *« l'amour était pour elle la seule chose qui soit véritablement grande dans la vie »*.

Son nom de Jesenska est pour nous un

voile au prénom sous laquelle elle était connue avant que nous la découvrions entière, dans sa pleine vérité. Connue, elle l'était, mais comme une ombre, moins qu'un personnage de roman, au travers de ces *Lettres à Milena* de Franz Kafka, grosse correspondance d'un amour furtif qui ne nous livrait qu'une figure fantomatique, comme tant d'aimées de poètes. Dans son cas, cette gloire de simple reflet dissimulait un authentique être d'élite que nous pouvons enfin approcher de plus près grâce au livre de Margarete Buber-Neumann et du recueil anthologique de ses articles, *Vivre*[3].

Les difficultés de sa jeunesse : la maladie de sa mère, dont enfant elle est la garde-malade et qui meurt quand elle a treize ans ; le conflit de toute sa vie avec un père qui ne la comprendra jamais et qui ira jusqu'à la faire interner en asile psychiatrique pour tenter de l'arracher au scandale de sa passion pour un Juif allemand, ce ne sont pas de celles qui pouvaient briser un tempérament tel que le sien, mais au contraire de celles qui forgent ce type de caractère tout en aiguisant sa sensibilité. D'autant plus que, par ailleurs, elle a eu la chance d'une formation dans le premier lycée de jeunes filles de Prague, en ce début de siècle de haute effervescence culturelle de l'empire austro-hongrois [4]. Ce lycée Minerva a été pour elle le plus souple tremplin d'un féminisme conquérant, solidement nourri des meilleurs productions littéraires russes, allemandes, juives, du monde en bouleversement.

Les résistances – de son père, de sa classe, du provincialisme tchèque – exacerbent son cosmopolitisme. Et l'asile psychiatrique l'obligera à une fuite à Vienne qui va élargir son horizon.

De même ses déboires conjuguaux, avec un bohème paresseux dont les principes de liberté sexuelle ne sont – comme c'est souvent le cas – qu'une couverture au libertinage vulgaire, furent surmontés par elle et ne furent bientôt plus qu'un noir premier chapitre de son éducation sentimentale.

Milena et Kafka

Du moins, ce premier époux, Ernst Polack, lui aura-t-il fait connaître Kafka qu'elle lit dès 1920. Et c'est, à partir de l'illumination par l'écrivain de génie, la naissance d'un amour fulgurant, mutuel, mais cependant voué à l'échec et qui ne connaîtra que quatre jours de bonheur.

Il suffit de lire l'article que Milena consacra à Kafka au lendemain de sa mort [5] pour constater à quel point la compréhension qu'elle a eu de l'homme et de l'œuvre a été profonde. Rien de semblable dans son cas aux passions qu'entraînent souvent les gloires acquises. Milena « découvre » Kafka, le situe (*« Il a écrit les livres les plus importants de la jeune littérature allemande »*), le traduit, et s'efforce de l'aider à surmonter les angoisses qui le mènent à la mort, pointant, dans une de ses lettres, cette explication décisive : *« Lorsque l'âme et le cœur ne peuvent plus supporter le fardeau, le poumon en prend la moitié de façon que la charge se trouve au moins répartie de façon plus ou moins équitable. »*

D'où Milena tirait-elle cette acuité de compréhension ? A n'en pas douter, à la lire avec attention, d'une parenté profonde avec Kafka. Ce que celui-ci ressentait comme une insupportable souffrance, Milena en était aussi atteinte. Et ses articles, bien qu'écrits pour des journaux de grand public, le manifestent. Mais, à l'inverse de l'écrivain, sa puissante vitalité lui permettait de réagir et, du fond du désespoir « existentiel », de rebondir.

Déjà en 1921, elle avait cité anonymement le propos de Kafka sur l'échange de charge entre le cœur et le cerveau, d'une part, et les poumons, de l'autre, mais cette première fois comme victoire vitale. Et c'est dans cet article qu'elle termine des récits de désespoir par la soudaine prise de conscience : *« qu'il est doux, qu'il est doux, qu'il est doux de vivre ! »*. Elle l'écrira plusieurs fois au long des années.

C'est sur cette conscience que Milena fondera son remords de n'avoir pas « forcé » Kafka à un impossible salut. Avec son optimisme vital, elle ne pouvait pas ne pas douter qu'auprès de lui, à Prague, elle aurait peut-être réussi à empêcher le « poumon » de résoudre son mal de vivre.

Sa proximité avec Kafka se révèle aussi dans ses articles par une étrange communauté de thème. Par deux fois, Milena se peint dans un terrier. La première fois comme une *« taupe enfouie sous terre »* (le 19 juin 1921) ; la seconde comme *« une énorme marmotte dans sa tanière humide et souterraine avec tout un entrelacs de galeries »*, dont elle décrit le bric-à-brac qui l'encombre (17 juillet 1927). *Le Terrier*, ce posthume inachevé de Kafka a été écrit au cours de l'hiver 1923-1924 et ne fut publié qu'en 1931. Milena ne connaissait donc pas ce texte quand elle écrivait les articles cités. Inversement, Kafka a lu l'article de 1921, et peut-être connaissait-il par Milena ce sentiment qui semble lui avoir été familier. Elle serait ainsi une des « sources » de ce qui est peut-être la plus forte nouvelle de l'écrivain. Mais, quoi qu'il en soit, et le plus important, c'est l'identité de l'impression ressentie.

Le communisme

Pour vivre, Milena a dû devenir journaliste. Et elle a été un journaliste à succès. Singuliers articles pourtant que les siens. Certes, nous ne pouvons les juger que par la sélection (trente-neuf environ sur quatre cents) qu'en donne le recueil *Vivre*. Et elle a écrit de nombreux articles de mode qui n'auraient probablement guère d'intérêt aujourd'hui. Toutefois, Margarete Buber-Neumann cite un passage qui révèle une véritable « philosophie du vêtement » (*« On pourrait presque dire que les vêtements dévoilent les gens davantage qu'ils ne les voilent »* etc.). Il reste que les articles sélectionnés ont en commun une solidité rarissime dans les feuilles quotidiennes.

Ils sont, dans le volume, séparés en deux séries. La première, de chroniques, de 1919 à 1933, la seconde, des articles politi-

1. M. Buber-Neumann, *Milena*, éditions du Seuil.

2. M. Buber-Neumann, *Déportée en Sibérie*, La Baconnière-éditions du Seuil.

3. M. Jesenska, *Vivre*, éditions Lieu commun.

4. Pour le cadre culturel de l'empire Austro-Hongrois, voir l'exposition Vienne du centre Beaubourg et son catalogue.

5. Cet article se trouve à la fois dans *Vivre* et dans *Milena*. La version de *Vivre* souffre toutefois d'une grave faute de traduction (à moins que ce ne soit de typographie) : à la page 123 les trois dernières lignes doivent se lire : *« Il était trop clairvoyant, trop sage pour être capable de vivre, trop faible pour se battre,* mais c'était là la faiblesse *des êtres nobles et beaux, ne se refusant pas au combat... »* La version du livre donne un contresens.

ques, de 1933 au muselage de la presse en Tchécoslovaquie, en 1939.

A un regard superficiel, les chroniques pouraient sembler légères. Leurs sujets, le plus souvent, sont empruntés à la vie quotidienne la plus humble. Mais, presque toujours, ils conduisent à des réflexions dont l'ensemble dessine ce qu'il ne paraît pas exagéré de dire un humanisme, en équilibre entre pitié fraternelle et leçons de fierté et d'énergie vitale ; une sorte de stoïcisme tempéré de tendresse féminine.

Ainsi, dans l'article *« Tu gagneras ton pain... »*, suite de tableautins des petits métiers de petites gens, cette conclusion interrogative, à allure de cri : *« Combien est énorme le poids du monde pour que tous ces êtres, englués dans leur routine, ne se révoltent pas, ne crient pas, ne soient pas pris de fureur et qu'ils s'abstiennent même de blasphémer ? »*

Etrangement, Milena consacre, le 14 juin 1921, son article à... l'un de ses rêves. Il est vrai cependant que l'on est dans la Vienne de Freud et que c'est l'époque où la journaliste correspond avec Kafka. Ce rêve est celui d'une fuite, loin d'une panique mortelle. Mais il comporte sa morale interne. Milena rêvant s'arrête et se dit : *« Il est ignoble de se sauver toute seule alors que des milliers d'autres attendent. »* Et plus loin : *« L'homme pour lequel il existe un salut est méprisable. »* Le sauf-conduit qu'elle a obtenu contient en fait les mots *« condamnée à mort »*. Et elle comprend : *« C'est peut-être juste un mot de passe pour mieux me conduire de l'autre côté du monde ? »*

Peut-être est-ce là le plus profond de tous ses articles. Sa leçon est : Pourquoi se sauver seul, alors que nous sommes tous des condamnés à mort et que c'est l'acceptation de la mort qui seule nous permet de vivre dans une véritable dignité humaine ?

Il y a là un éclairage, treize ans à l'avance, sur la façon dont Milena vivra et mourra à Ravensbrück.

Et cette attitude profondément vécue est une victoire de Milena sur soi-même. Car les articles montrent aussi, toujours renaissante, la tentation solipsiste, et celle de la fuite dans quelque asile douillet, voire dans un... terrier. Mais ces tentations elle les combat et les rejette, n'en ayant à la rigueur qu'admit le temps d'une pause : *« La voie vers un nouveau monde intérieur passe par une seule chose : le courage de regarder en face l'effondrement de l'ancien. Pour commencer, il faudrait que cet effondrement fût total : c'est cet effondrement total, ce bouleversement et cette ruine qu'il faudrait supporter. »*

A cette époque, une telle attitude d'un tel être ne pouvait que conduire au communisme. Malheureusement – et elle fut loin d'être la seule dans ce cas – elle n'y alla qu'au moment de la transmutation du communisme en stalinisme, après être passée par les plus dures épreuves de sa vie : deux nouveaux amours brisés, une maternité et la grave maladie qui la rendit boiteuse et morphinomane, ce dont elle eut les peines que l'on sait à se sortir. Rien ne pouvait être plus contraire à sa nature et à son esprit que la robotique stalinienne. Son adhésion était moins idéologique que sentimentale.

Dans un livre écrit avant son adhésion et que Milena ignorait, *Vers l'autre flamme*[6], Panaït Istrati avait écrit : *« A quelques exceptions près – magnifiques exceptions, parfois, mais qui ne modifient pas le drame – tous ceux qui viennent à la révolte par la théorie, s'en vont par la théorie, à l'exemple de ceux qui y viennent par le ventre ou par l'ambition, et qui s'en vont par le même chemin. Le sentiment, au contraire, c'est la force qui brasse toute la vie et la distribue à tous les vents. »* Milena était de ceux qui venaient à la révolution par le sentiment. Elle ne pouvait que rompre avec le stalinisme dès qu'il lui eut montré son mufle grimaçant et sanglant, comme ce fut net, pour et dans le monde entier, sauf à qui ne voulait pas voir, dès le premier procès de Moscou. Milena rompit immédiatement.

Une évolution saine du communisme aurait entraîné par milliers et centaines de milliers les Milena, se serait nourrie de leur richesse en nourrissant leur savoir politique. La perversion stalinienne ne pouvait que repousser toute noblesse de caractère et d'esprit et abandonner les Milena aux actions isolées et marginales.

Lors de sa liaison avec Xaver Schaffgotsch, ancien officier autrichien passé au communisme lors de la révolution et de la guerre civile, Milena avait rencontré et vécu chez Otto Rühle. Elle connaissait donc assez bien la pensée des opposants de gauche au stalinisme. Sa fille, dans ses souvenirs inédits en français, assure qu'elle eut une période « trotskyste » dont Margarete Buber-Neumann ne parle pas, ce qui peut s'expliquer par le fait que ses épreuves lui ont fait rejeter en bloc le « bébé communisme » et l'eau sale de la baignoire stalinienne. Quoi qu'il en soit, rappelons-nous l'aveu de Milena de n'avoir pas eu « la tête politique ». Bien plutôt doit-on lire qu'elle

6. **Panaït Istrati, *Vers l'autre flamme*, éditions 10/18.**

ne l'avait pas « théorique » ni tendant à regarder les événements au « niveau de l'Histoire ». Au contraire, toute sa pente allait vers le concret humain et l'efficacité immédiate. Son métier de *reporter*, penchée sur les souffrances des victimes du nazisme, elle le commence par une réflexion morale, bonne à dédier aux journalistes d'aujourd'hui : *« S'il travaillait sans la moindre étincelle d'espoir qu'une fois imprimés ses mots seront utiles, il ne mériterait même pas une poignée de main. »*

Devant la montée du fascisme qui étend ses griffes, après s'être saisi de l'Autriche, sur son pays, en commençant par les Sudètes à peuplement majoritairement allemand, elle se jette dans l'aide aux vagues successives de réfugiés (d'abord les politiques – communistes et sociaux-démocrates –, puis juifs, puis religieux...) en même temps qu'elle appelle à l'unité des Tchèques et des Allemands anti-nazis ; déplorant la division, non seulement entre communistes et sociaux-démocrates, mais entre sociaux-démocrates tchèques et allemands.

Elle dénonce la frontière de classe plus forte que l'opposition nationale au III[e] Reich. Et il est saisissant de voir censurés par le gouvernement « démocratique » tchèque les articles mêmes où elle appelle à la lutte nationale contre l'invasion imminente, contre les persécutions raciales et le scandale de la détresse des réfugiés abandonnés.

Le plus fort, le plus percutant et le plus clairvoyant de ses articles est sans doute *« Un bon conseil »* du 8 mars 1939, où elle fustige la tartufferie stalinienne de la Constitution *« la plus démocratique du monde »*, dont les principes sont, dans les faits immédiats, contredits par la pratique ; les coups de clairon de matamore saluant... chaque défaite ; la fabrication de bureaucrates robots et l'abandon des réfugiés, à commencer par ceux des Brigades internationales en Espagne mêlés à ceux d'Allemagne, d'Autriche et, déjà, de Tchécoslovaquie, que l'URSS exige que... les autres accueillent. Elle dénonce là-bas le travail forcé des grands chantiers et – cela était peu dit à l'époque – l'arrestation des communistes étrangers qui avaient cru trouver un asile dans la patrie socialiste.

Milena est là déjà prête à rencontrer l'une de ces paradoxales victimes du stalinisme, sa future biographe. Mais elle n'imagine pas qu'elle va la rencontrer dans un camp de Hitler, livrée par Staline.

La Tchécoslovaquie tout entière envahie, elle refuse de devenir elle-même une réfugiée et poursuit son action sur deux claviers : l'organisation du passage de la frontière pour ceux qu'elle pense plus menacés qu'elle-même par l'invasion allemande, et des articles à double entente, le tout avec une imprudente sous-estimation des nazis. Milena ne pouvait que tomber bien vite. En octobre 1940, elle arrive à Ravensbrück.

L'observatrice du monde moderne

Avant de quitter la journaliste, il faut s'attarder sur l'acuité de regard qu'elle a posé sur tous les aspects de la vie moderne.

Les quatre articles du recueil *Vivre* consacrés au cinéma sont d'une justesse que ne peuvent que confirmer les historiens actuels de cet art nouveau. A une époque où la masse de la production filmique est composée de mélos manichéistes écœurants, en 1920, elle aborde le débat – aujourd'hui dépassé – des rapports entre théâtre et cinéma, montrant la spécificité du second et le rôle qu'il joue alors et encore comme alcool et opium du peuple. Mais, en 1923, son parallèle entre cinéma américain et allemand pointe ce qui manque au premier et ce qu'amène le second, comment ils se complètent et leur mutuelle insuffisance. Le troisième est consacré à Chaplin. On ne peut s'étonner que l'amie de Kafka comprenne si bien en quoi ce grand cinéaste brise avec tout ce qu'elle avait condamné auparavant, et porte le cinéma au niveau d'un nouvel art. Son admiration ne l'empêche d'ailleurs pas de rejeter l'usage du happy end, pièce rapportée qui contredit le corps du film qu'elle a analysé. Enfin, son article *« Qui censure ? »* est une violente attaque – encore actuelle – sur les adaptations cinématographiques abusives qui inversent le sens des œuvres transposées.

Milena est pareillement précurseur dans son analyse de la publicité (qu'on n'appelle pas encore la « pub », mais le plus souvent la « réclame »), à la fois comme efficacité et comme possible beauté nouvelle, écrivant : *« Peut-être contient-elle les éléments d'un nouvel état d'esprit, d'un nouveau monde ? Peut-être signifie-t-elle le début d'une nouvelle ère industrielle ? Appréciez-la donc à sa juste valeur. Et exploitez-en toutes les possibilités. »*

De même son étude du *kitch* (le mot n'avait pas encore pénétré en France à cette époque) l'amène à une approbation distanciée : *« goûter la légèreté tout en la maîtrisant »*, parce que *« la gaieté, c'est l'hygiène de l'homme »*.

Mais c'est en tant que féministe – et on ne saurait s'en étonner non plus – qu'elle va le plus loin. Pour le droit à l'avortement, elle se met « dans la peau » d'une mère de famille épuisée de maternités, et c'est déchirant. Son article *« Le Diable au foyer »* part d'une constatation dont on nous rebat les oreilles aujourd'hui comme d'un mal de notre temps et... qui l'était déjà dans les

ABONNEMENTS

années vingt du siècle : *« tous les mariages modernes sont malheureux »*, ce qu'elle annule immédiatement par cette parenthèse :*« (comme si les mariages d'autrefois, eux, ne l'étaient pas) »*. C'est pour passer immédiatement au fond du problème, au plus philosophique : la mise en cause même de la poursuite du bonheur dans et par le couple, que l'on ne peut se retenir de citer un peu au long : *« Deux êtres se marient pour vivre ensemble. Eh bien cette possibilité est un don immense, extraordinaire, mais pourquoi voudraient-ils le bonheur de surcroît ? Pourquoi les gens sont-ils incapables de se contenter de la vérité sans fioritures ; pourquoi préfèrent-ils les mensonges enrubannés ? Pourquoi se promettent-ils quelque chose que rien – ni eux-mêmes, ni le monde, ni la nature, ni le ciel, ni le destin, ni la vie – ne peut accomplir et que rien ni personne ne peuvent jamais atteindre ? Pourquoi ajouter à un contrat réel, terrestre, des fantaisies romanesques telles que le bonheur ? Pourquoi demander à l'autre plus qu'on ne peut donner soi-même ; pourquoi exiger encore quoi que ce soit d'un événement aussi grand, aussi grave, aussi profond que l'est la vie commune ? (...) Vous ne me ferez pas croire que les gens vivent ensemble pour assouvir des besoins sexuels, érotiques, financiers, sociaux ; ils vivent ensemble pour avoir un compagnon. Pour que, dans la solitude du monde, il y ait quelqu'un qui confirme leur droit à l'existence avec toutes leurs faiblesses et leurs fautes, car qu'est d'autre l'amitié qu'un soutien à notre boiteuse confiance en nous-mêmes ? (...) Car pensez-vous vraiment qu'un foyer ait une autre vocation que celle de protéger encore et de protéger toujours l'homme en face du monde et surtout face à son miroir intérieur ? (...) Pourquoi ne se promettent-ils pas de s'accorder l'un à l'autre la liberté du silence, la liberté de la solitude, la liberté d'avoir une chambre à soi. Pourquoi ne se promettent-ils pas toutes ces "petites choses" infiniment difficiles, réalisables et pourtant jamais réalisées, au lieu de quelque chose d'aussi subalterne que le bonheur*[7] *? »*

Et ceci oblige à se poser une question : le bonheur, cette idée neuve, selon Saint-Just, n'est-il pas une simple utopie dix-huitièmiste, une sorte d'absolu, donc d'immobilité aussi inhumaine et « invivable » que les Cités du Soleil ?

Comment ne pas rapprocher ce passage, du refus du salut individuel et de l'approbation finale de Kafka : *« La non-normalité de Frank, c'est cela précisément qui fait sa supériorité. (...) Je crois, en fait, que c'est nous, que c'est le monde tout entier, tous les humains qui sont malades et qu'il est le seul à être sain, le seul à comprendre, à sentir comme il convient, le seul être pur. »*

Cette philosophie, Milena l'a vécue. Et c'est elle qui l'a conduite à Ravensbrück.

Au camp de la mort

L'amitié passionnée née entre Margarete Buber-Neumann et Milena à Ravensbrück a été, dès l'arrivée de celle-ci, immédiate, fulgurante. C'est dans les situations extrêmes que les êtres d'élite se révèlent. Lutteuse inflexible, elle-même (il faut lire son récit de son séjour au cachot du camp), Margarete Buber-Neumann a pourtant été stupéfaite du comportement de Milena dans cet enfer, défiant ses inflexibles lois, imposant le respect même aux pires bourreaux, et vivant comme entourée d'une aura protectrice. Elle put être broyée physiquement, mais sans jamais ployer moralement. Si elle avait appartenu à une Eglise, celle-ci en aurait fait une sainte. Vouée à la mort par son état de santé pitoyable, Milena était tournée vers les autres, les plus faibles, les plus menacés, prenant les plus grands risques pour arracher à la mort quelqu'une des pitoyables victimes de la « solution finale » ; tzigane ou syphilitique, et cela dans la conscience claire que c'était ainsi qu'elle devait vivre. Margarete Buber-Neumann écrit : *« C'était souvent la conduite d'un détenu qui faisait qu'il était frappé ou non. On peut dire sans exagération que de nombreux visages, avec leur expression craintive et servile, appelaient les coups des SS. C'est l'essence même de l'angoisse, disait Milena, on ne peut pas rester en place... Simplement, en restant debout, je fais face calmement à ce que je ne connais pas, je me prépare à affronter cet inconnu... Mais pour pouvoir le faire, il faut de la force ; et cette force, l'individu ne l'a qu'aussi longtemps qu'il ne sépare pas son destin de celui des autres, qu'il ne perd pas de vue l'essentiel, qu'il a la conscience profonde d'appartenir à une communauté. Dès qu'il n'est plus qu'une conscience isolée, il cherche dans son âme un prétexte pour s'évader. La solitude est, peut-être, la plus grande malédiction qui existe sur terre*[8] *! »* Et encore : *« Dans cette atmosphère mortelle, le sentiment d'être nécessaire à un autre être était le plus grand bonheur concevable, il donnait un sens à la vie, il donnait la force de survivre. »*

Milena avait écrit en 1925 (*« Deux lettres »*) : *« Le jour où tu verras la vie comme elle mérite d'être vue, tu sauras alors qu'il n'y a que la naissance et la mort et, entre les deux, le temps. »* Le temps, c'est-à-dire le présent. Pour elle, la réalité n'était que l'instant éphémère, à gagner contre la souffrance par l'amour. Cette philosophie, qu'elle avait méditée et s'était profondément assimilée pendant vingt ans, était sans doute le meilleur moyen d'être indifférent à la mort et, par conséquent, de pouvoir *bien* vivre chaque instant, dans la dignité, en véritable humain.

Cette véritable *morale*, complètement opposée à celle de la *fin*, qui justifie les moyens, opposait totalement Milena – et sa biographe – aux staliniennes du camp qui voyaient en elles leurs pires ennemies.

Au-delà de la leçon d'histoire, c'est donc bien une leçon de morale révolutionnaire que nous apportent ces livres, par ailleurs d'autant plus bouleversants que l'heure présente tend à l'oubli dans l'ombre duquel grouillent les germes des plus noirs recommencements.

7. Remarquez la mention « d'une chambre à soi ». L'article est de 1923. Le livre de Virginia Woolf, *Une chambre à soi*, est de 1929. De même, en 1922, son article *« Jeunesse »* s'ouvre ainsi : *« "La seule époque heureuse de la vie, c'est la jeunesse." De quelle erreur est donc née cette prétendue vérité première ? »*. C'est dix ans plus tard que Nizan ouvrira son *Aden, Arabie* par sa fameuse phrase sur les « vingt ans ».

8. Citation de *l'Art de rester debout*, de Milena Jesenska, par M. Buber-Neumann, dans *Milena*, page 203.

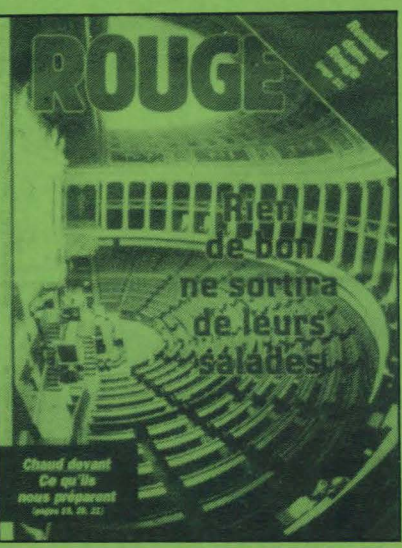
ABONNEMENT A DOMICILE

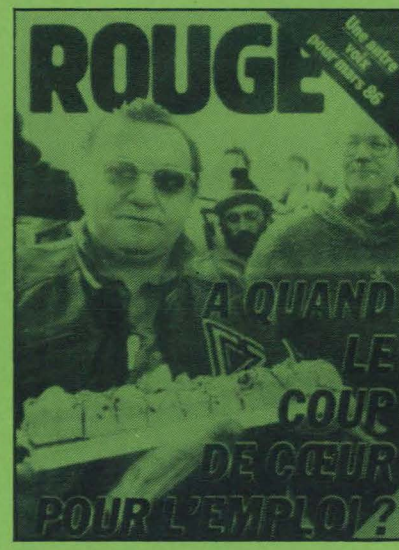
Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
.....
Formule choisie : ☐
Règlement à l'ordre de PEC
2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil
Tél : 859 00 80

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	450 F	500 F
2 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	160 F	
3 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F

« Abonnez-vous ! Réabonnez-ous », qu'ils disaient... Moi, au début je e suis dit : « Ils nous font toujours ce oup-là, il n'y a pas de raison de se ousculer. »

C'est vrai que c'est une bonne for-ule, l'abonnement militant : chaque maine *Rouge* et chaque mois *Critique ommuniste*, le tout pour 110 francs par mestre. Comme dit la publicité, « il udrait être fou pour dépenser plus ». ou, ou avoir envie de donner un coup e main à notre presse en prenant un onnement de soutien à 200 francs,



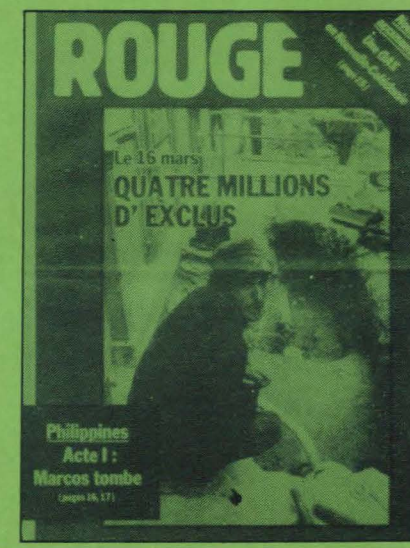


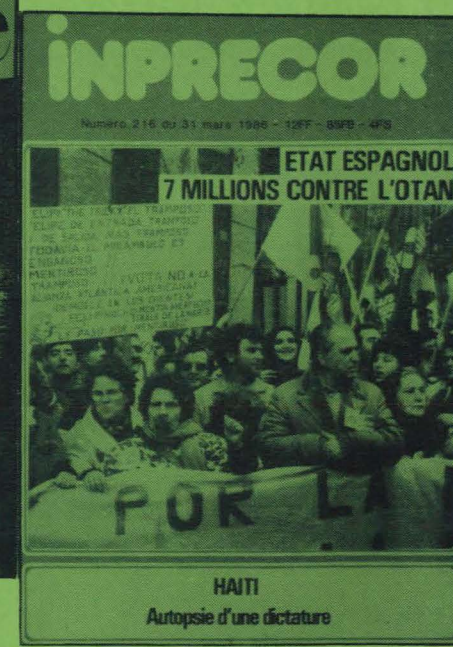
qui donne droit à la même chose en couleurs.

Je me serai endormi sur ces considérations si je n'avais pas réalisé que c'est la condition pour que *Rouge* continue, chaque semaine, avec son contenu rénové et enrichi. Pas de mystère : soit les ventes et les abonnements se multiplient, les nouveaux comme les réabonnements, soit c'est la clé sous la porte.

Imaginez un peu le cauchemar : Chirac à Matignon, Le Pen à l'Assemblée, Tonton au-dessus de la mêlée, le PC au trente-sixième dessous et pas de *Rouge* ? Les femmes attaquées, les immigrés expulsés, les travailleurs licenciés et flexibilisés, la main tendue à l'apartheid, l'engagement contre le Nicaragua, la culture en brodequins et pas de *Rouge* ? Face à leurs salades, la volonté de faire front, de débattre, de regrouper une gauche à gauche de la gauche et pas de *Rouge* ? Pincez-moi, je rêve !

Tout, mais pas ça. Alors j'ai choisi : je m'abonne. Et comme disait Harpagon : à vos cassettes !





Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Rédaction et administration : 2, rue Richard Lenoir. 93100 Montreuil-sous-Bois.
Tél : 48.59.00.80
Directeur de la publication : **Christian Lamotte.** Imprimerie Rotographie.
ISSN : 0759-0989 N° : 56 551